

Tables de l'année 2011

Au sommaire :

Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs	I à V
Table alphabétique des matières	VI à XXVII
Table chronologique de la jurisprudence	XXVIII à XXX

Nous rappelons à nos lecteurs que figurent sur Internet en téléchargement libre diverses tables thématiques en complément à celles publiées ; ces documents sont disponibles :

- sur le site <http://sites.google.com/site/droitouvrier> qui comprend également de nombreux articles
- sur le site www.cgt.fr, dans les pages "Publications juridiques" de la rubrique "Kiosque"

Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteur

ADAM Patrice

- Restructuration, risques psychosociaux et CHSCT : remède sur ordonnance **345**
Tribunal de grande instance de Toulouse (référé) 3 février 2011 **349**

ALDIGÉ Bernard

- La réparation du préjudice causé au salarié par l'absence d'organisation régulière d'élections professionnelles (Avis).
Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2011 **678**

AUGIER Bernard

- Licenciement en raison des absences liées à la maladie et discrimination en raison de l'état de santé : de l'absence de cause réelle et sérieuse à la nullité il n'y a qu'un pas, celui du juge des référés !
Cour d'appel de Nîmes 9 février 2010 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) **192**

BADEL Maryse

- Actualité de la subordination : aspects de Sécurité sociale **438**

BECKERS Maude

- L'Etat, multi-récidiviste condamné pour dysfonctionnements de la juridiction prud'homale.
Tribunal de grande instance de Bobigny 17 avril 2008 et 27 octobre 2010 ; Tribunal de grande instance de Paris 20 octobre 2010 **173**

BIZOT Nathalie

- L'absence de formation pratique lors d'un contrat aidé entraîne la requalification.
Conseil de prud'hommes de Nanterre (AD) 17 septembre 2010 **318**
- Convention de reclassement personnalisée et date de fin de l'obligation de reclassement.
Cour d'appel de Toulouse (Ch. Soc.) 19 janvier 2011 **378**

BOLZINGER Jean-François (avec Ghislaine Hoareau et Philippe Masson)

- "Avantages catégoriels" : le point de vue de la CGT **305**

BONNECHÈRE Michelle

- Propos introductifs : L'affirmation et l'invocation des droits fondamentaux individuels et collectifs au travail **2**
Annexe aux propos introductifs **9**

BORZAKIAN Jérôme

- Un juge actif dans la réparation intégrale du préjudice de carrière dû à une discrimination syndicale : la réévaluation de la pension de retraite.
Conseil de prud'hommes de Paris 14 décembre 2010 **321**

BOTTIN-VAILLANT Catherine

- Faute grave et contrôle de la Cour de cassation : panorama de jurisprudences récentes **601**
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2011 **605**
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2011 **606**
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2011 **607**

BOULMIER Daniel

- Exécution provisoire de plein droit. Mort d'une ordonnance de conciliation : meurtre ou légitime défense ? **97**
1) Conseil de prud'hommes de Basse-Terre (Bureau de conciliation) 29 juin 2010 **101**
2) Cour d'appel de Basse-Terre, Ordonnance du premier président **103**
- Procédure prud'homale - Extraits de décision sélectionnés et commentés **204-205, 397-402**
- Peu importe que le défenseur syndical assistant un salarié soit adhérent à un autre syndicat d'une branche d'activité différente.
Cour d'appel de Paris (P6 ch. 2) 28 octobre 2010 **312**

BRAUN Anne (avec Agathe Gentilhomme)

- Réquisitoires contre les réquisitions : le Conseil d'Etat face aux normes de l'OIT **507**
- Le périmètre de désignation des délégués syndicaux **730**

BRICE-DELAJOUX Claire

- La liberté religieuse sur les lieux de travail publics et privés **58**

BROUSSE Adrien (avec Tamar Katz)

- Les chemins de traverse empruntés par le pouvoir unilatéral dans la détermination de la rémunération variable.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 **587**

CANUT Florence

- Stipulation d'une clause de non-concurrence nulle et indemnisation du salarié **209**
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 janvier 2011 **214**

CAO Paul

- Le salarié mis à disposition par une association intermédiaire ne peut occuper un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise utilisatrice.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 616

CARRÉ Stéphane

- La faute inexcusable de l'employeur doit ouvrir droit à une indemnisation complémentaire du marin.

Conseil constitutionnel 6 mai 2011 609

CASAUX-LABRUNÉE Lise

- Le contrat de travail au défilé du portage salarial 424

CGT - Déclaration

- "Non à une taxation injuste de l'accès au juge" 662

CHALON Gérard (avec Caroline Substelny)

- Le juge prud'homal confronté à une autorisation administrative de licenciement dont la légalité est douteuse : la voie de la question préjudicielle.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 145

CHARBONNEAU Alexandre

- A propos d'un cumul de primes conventionnelles dans le secteur des transports routiers.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2010 285

- Application directe des dispositions de la Convention n° 180 de l'OIT sur la durée du travail des gens de mer

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 467

CHIREZ Alain

- La rupture conventionnelle pour cause économique 473

Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2011 478

COHEN Maurice

- Action syndicale en justice et nullité de la tentative d'externalisation d'un service compromettant la santé des travailleurs.

Tribunal de grande instance de Paris 5 juillet 2011 633

- L'exigence légale d'une pluralité d'élus pour désigner un représentant syndical au CE ne respecte pas la Convention européenne des droits de l'Homme.

Tribunal d'instance de Tours 3 octobre 2011 735

COUTAZ Pierre

- Exercice du droit de grève en fonction des secteurs d'activités selon la jurisprudence du Comité de la liberté syndicale de l'OIT 516

DARVES-BORNOZ Paul

- La remise en état, seule sanction du non-respect de l'information-consultation du Comité d'entreprise (Raffinerie des Flandres) 104

Première espèce : Cour d'appel de Douai (14^{ème} ch.) 30 juin 2010 109

Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (2^e ch.) 22 octobre 2010 112

- Licenciement pour motif économique et condamnation solidaire de sociétés du groupe coemployeur.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2010 187

- Définition des co-employeurs et niveau d'appréciation du motif économique.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 ; Tribunal administratif de Grenoble 4 avril 2008 273

- Du nouveau du côté de l'UES ? (à propos de Cass. Soc. 16 novembre 2010) 289

1) Cour d'appel de Grenoble 1^{er} juillet 2009 292

2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 novembre 2010 294

- L'occupation des locaux de travail par les salariés en lutte.

Cour d'appel de Riom 8 décembre 2009 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2011 ; Cour d'appel de Lyon 27 juin 2011 626

DAUDET Simon

- L'affaire *Feu Vert*, ou, un employeur qui a moins de mal à appliquer le Code de la route que le Code du travail (à propos d'un détournement de l'article L 1224-1 et de la réintégration des salariés).

Conseil de prud'hommes de Grenoble (référé) 13 juillet 2011 ... 690

DAVIAU Laure

- L'absence de formation obligatoire crée un préjudice particulier au salarié dû au manquement à l'obligation de sécurité de résultat.

Cour d'appel d'Amiens (5^e Ch. A) 14 septembre 2010 277

DELGADO Eladia

- La rupture conventionnelle sous l'œil du juge.

Conseil de prud'hommes de Rambouillet 18 novembre 2010 ; Conseil de prud'hommes de Bordeaux 21 janvier 2011 ; Conseil de prud'hommes de Valence 25 novembre 2010 329

DERUPT Daniel

- Devant le Bureau de conciliation, communication préalable des pièces par l'employeur qui a licencié pour faute grave.

Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 29 mars 2011 362

DESRUÉS Michel

- Kafka s'invite à Pôle emploi (ou lorsque la découverte de la compétence de la juridiction administrative permet d'escamoter les prérogatives du comité d'entreprise).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2011 187

- Quand les caissières d'hypermarchés font plier la grande distribution ou le respect du Smic y compris pendant le temps de pause.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juillet 2010 ; Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 février 2011 384

DOCKÈS Emmanuel

- La liberté d'expression au travail 53

DORIGNON Camille

- Prescription de la rémunération supplémentaire d'une invention de mission.

Cour d'appel de Paris 8 décembre 2010 281

- Périmètre de la transaction réglant les conséquences du licenciement d'un co-inventeur.

Cour de cassation (Ch. civ. 1^{re}) 17 mars 2011 465

- La communication syndicale au prisme du droit des marques : la "vie des affaires" en question

Cour de cassation (Ch. Comm.) 10 mai 2011 644

DROSS Paul-Eric

- L'inspection du travail et les droits fondamentaux sur les lieux de travail 87

DUCROCQ Stéphane

- Pas de récusation d'un conseiller pour le fait qu'il appartient à la même tendance que celle du syndicat demandeur - Rejet de la QPC non sérieuse

Conseil de prud'hommes de Lille 21 février 2011 316

DURAND Thierry

- Le droit au refus de reclassement du salarié et la notion d'abus : de quoi parle-t-on ?

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mai 2011 741

FERRER Anaïs

- La légèreté blâmable au secours de la cessation d'activité comme motif autonome de licenciement.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} février 2011 584

FEVRIER Fabrice (avec Alain Lévy)

- Une campagne d'affichage public relève de la liberté d'expression du comité d'entreprise.

Tribunal de grande instance de Paris (référé) 2 mars 2011 357

GARDIN Alexia

- Mobilité géographique et vie familiale du salarié : quand finalité et proportionnalité font loi.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mars 2011 367

GABA Harold Kobina

- Obligation de sécurité pesant sur le salarié : ombre et lumière jurisprudentielles 114

GAUTIER Philippe

- Recevabilité de l'action syndicale en justice en matière de harcèlement moral.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 mars 2011 674

GENTILHOMME Agathe (avec Anne Braun)

- Réquisitoires contre les réquisitions : le Conseil d'Etat face aux normes de l'OIT 507
- Validité des élections en présence d'un militant syndical extérieur à l'entreprise.
Tribunal d'instance de Pontoise 18 février 2011 622

GINON Anne-Sophie (avec Frédéric Guyomard)

- Chroniques de droit de la protection sociale 525 à 526
..... 590 à 594

GIRAUD Carole

- Génétique et emploi 22

GRÉVY Manuela

- Droit administratif du travail : décisions sélectionnées et commentées 336-341, 752-758

GUEYE Mireille

- Les critères d'autonomie, de commandement et de niveau d'études requis pour la reconnaissance de la fonction de cadre.
Conseil de prud'hommes de Brest (encadrement) 17 novembre 2010 364

GUGLIELMI Gilles J. (avec Geneviève Koubi)

- Réquisitions "stratégiques" et effectivité du droit de grève 153
Première espèce : Conseil d'État (référé) 27 octobre 2010 156
Deuxième espèce : Tribunal administratif de Melun (référé) 22 octobre 2010 157
Troisième espèce : Tribunal administratif de Melun (référé) 25 octobre 2010 158

GUIOMARD Frédéric (avec Anne-Sophie Ginon)

- Chroniques de droit de la protection sociale 530 à 534
..... 590 à 597

HAMOUDI Karim

- Les avantages conventionnels catégoriels au prisme de l'égalité de traitement.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2011 (deux espèces) 618

HENRIOT Patrick

- La cessation de la fourniture de travail et du paiement des salaires en réponse à l'action en requalification du CDD : conséquences et sanction (Conclusions) 698
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Chambre 8) 15 septembre 2011 703

HOAREAU Ghislaine (avec Jean-François Bolzinger et Philippe Masson)

- "Avantages catégoriels" : le point de vue de la CGT 305

JOSEPH Daniel

- Indemnisation des accidentés du travail licenciés durant la période de protection : une nullité bien maltraitée.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 octobre 2010 et 30 novembre 2010 517

JOUBERT Sylvie

- Mobilité et respect de la vie privée et familiale 47

KATZ Tamar (avec Adrien Brousse)

- Les chemins de traverse empruntés par le pouvoir unilatéral dans la détermination de la rémunération variable 587

KEIM-BAGOT Morane

- Le sort des victimes d'accident du travail hors de France : quels enseignements en droit comparé ? 268

KELLER Marianne

- Les principes du droit civil de la réparation de l'entier préjudice appliqués aux rapports de travail 234

KOUBI Geneviève (avec Gilles J. Guglielmi)

- Réquisitions "stratégiques" et effectivité du droit de grève 153
Première espèce : Conseil d'État (référé) 27 octobre 2010 156
Deuxième espèce : Tribunal administratif de Melun (référé) 22 octobre 2010 157
Troisième espèce : Tribunal administratif de Melun (référé) 25 octobre 2010 158

LABORDE Jean-Pierre

- Contrat de travail et activité professionnelle 418

LACOSTE-MARY Valérie

- L'attraction de la loi du lieu d'exécution dans la relation de travail internationale 123
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2010 127
- La mise à l'écart de la loi française et l'obligation de reclassement du salarié détaché dans une filiale étrangère : finalisation d'un revirement
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mars 2011 484

LAFUMA Emmanuelle

- Action en justice d'une organisation syndicale pour obtenir le respect des prérogatives du Comité d'entreprise : la recevabilité contestée.
Cour d'appel de Paris (P6 ch.2) 19 mai 2011 682

LECONTE Fabienne

- Conflits sociaux et réquisitions : la défense syndicale face aux réquisitions préfectorales 499

LÉVY Alain (avec Fabrice Février)

- Une campagne d'affichage public relève de la liberté d'expression du Comité d'entreprise.
Tribunal de grande instance de Paris (référé) 2 mars 2011 357

LINDEN Alexandre

- Garantie des droits fondamentaux du salarié : éléments de jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation 73

LYON-CAEN Antoine

- La nullité d'une procédure de licenciement collectif pour défaut de motif économique (Commentaire de CA Paris, 12 mai 2011, *Viveo*) 537
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Chambre 2) 12 mai 2011 540

MARIÉ Romain

- La charge de la preuve en matière de temps partiel et de recours au CDD 129
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 septembre 2010 133
- Contrat à durée déterminée nécessite d'un terme précis ou d'une durée minimale.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 octobre 2010 177
- Vers une interdiction générale de remplacement des grévistes par des travailleurs temporaires
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 469

MASSON Philippe (avec Ghislaine Hoareau et Jean-François Bolzinger)

- "Avantages catégoriels" : le point de vue de la CGT 305
- Une salariée mise à disposition peut être éligible au CE de son entreprise d'origine et aux DP de l'entreprise utilisatrice.
Tribunal d'instance de Poitiers 25 novembre 2010 370
- Syndicalisme catégoriel et collèges électoraux : deux arrêts malvenus.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 (deux esp.) 374
- La licéité des distributions de tracts syndicaux à l'intérieur et à l'extérieur d'une entreprise, y compris dans l'enceinte d'une entreprise cliente où sont occupés des salariés mis à disposition.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 392

MAURY Florence

- La recherche de l'employeur : l'exemple de la délégation de pouvoir dans les SAS 455
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Mixte) 19 novembre 2010 463
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Mixte) 19 novembre 2010 464

MAZIÈRES Arnaud

- La non-soumission du CHSCT d'un organisme public aux règles de la commande publique.
Tribunal de grande instance de Cahors (référé) 13 octobre 2010 **134**
- La dissolution amiable de l'employeur en fraude d'une créance salariale.
Cour d'appel de Paris (P. 5 ch. 8) 22 juin 2010 **139**
- Aspects individuels du transfert conventionnel de contrats de travail lors d'un changement de prestataire de services.
Première espèce : Tribunal de commerce de Paris (1^{re} ch.) 25 janvier 2011 **563**
Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 2) 26 mai 2011 .
..... **564**
Troisième espèce : Tribunal de grande instance de Beauvais (référé) 22 septembre 2010 **568**
Quatrième espèce : Conseil d'Etat (7^e/2^e sss) 19 janvier 2011 **570**
Cinquième espèce : Cour d'appel d'Amiens (5^e ch. soc.) 31 août 2010 **570**
Sixième espèce : Cour d'appel d'Aix-en-Provence (18^e ch.) 20 avril 2010 **572**
Septième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 novembre 2010 .
..... **574**
Huitième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2011 **575**

MÉDEAU Xavier

- Obstructions de l'employeur au déroulement de la mission de l'expert du CHSCT et actions en justice.
Tribunal de grande instance d'Annecy 9 mai 2011 ; Tribunal de grande instance de Paris 20 janvier 2011 ; Tribunal de grande instance de Bobigny 5 janvier 2011 ; Tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand 9 février 2011 **611**

MÉNARD Claudy

- L'établissement distinct à l'épreuve de la loi du 20 août 2008 : quelle place pour un syndicalisme de proximité ?
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2010 (deux esp.) et 14 décembre 2010 **198**
- Représentativité syndicale : les limites du mercato.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 mai 2011 (cinq espèces) **520**

MESS Sylvie

- Le règlement intérieur, outil d'encadrement du pouvoir disciplinaire.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2010 **185**
- La signature d'une transaction ne fait pas nécessairement obstacle à l'action en réparation d'une discrimination.
Cour d'appel de Paris (P. 6 ch. 8) 10 mars 2011 **686**

METIN David

- Des différentes causes d'évaporation des sommes allouées par les juges : le salarié face aux AGS, au Pôle emploi et au Trésor public **254**
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2009 **260**

MEYER Francis

- La discrimination en fonction de l'âge en droit communautaire : aperçu de la jurisprudence récente de la Cour de justice de l'Union européenne **350**

MILET Laurent

- La cannibalisation par Pôle Emploi du différé d'indemnisation correspondant aux indemnités de licenciement supra-légales **645**
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 juin 2010 **649**
- La prescription quinquennale pour la contestation de la subvention de 0,2 % attribuée au comité d'entreprise ne court que lorsque le comité a les éléments d'information communiqués par l'employeur.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} février 2011 **734**

MINÉ Michel

- Le droit du temps de travail à la lumière des droits fondamentaux de la personne **40**

MOUTET-KREBS Chantal

- Lutte contre le harcèlement moral et la violence au travail : le rôle du médecin du travail **18**

MULLER Fabienne

- Détachement, mise à disposition, déplacement de travailleurs, prêt de main d'œuvre : *what else ?* **447**

NADAL Jean-Louis

- Discours : Audiance solennelle de rentrée de la Cour de cassation
..... **168**

PALLI Barbara

- Avènement de l'espérance légitime ou fin de la rétroactivité ? (les lois de validation rétroactive bousculées par le droit européen)..... **215**
Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 novembre 2010 **218**

PARDO Emmanuel

- Nullité du licenciement lié à l'état de santé : une réparation qui reste discriminatoire.
Cour d'appel de Versailles (11^e ch.) 14 décembre 2010 **379**

PARIENTE Alain

- La question prioritaire de constitutionnalité, un an après : retour sur une superproduction juridique **297**

POIRIER Mireille

- La galère des "vacataires" d'enseignement supérieur **650**
- Universités : les chargés d'enseignement vacataires (CEV) sont des agents non-titulaires de l'Etat.
Tribunal administratif de Strasbourg 30 août 2011 **671**
- La nullité du licenciement décidé en représailles d'une action judiciaire en requalification de contrats à durée déterminée illicites.
Cour d'appel de Paris 15 septembre 2011 **706**

PORTA Jérôme

- Salariés ineffectifs - A propos du jugement du Tribunal d'instance de Marseille du 7 juillet 2011 **714**
Tribunal d'instance de Marseille 7 juillet 2011 **720**

R.

- Une clause de non-concurrence abusive déclarée inopposable au salarié par la formation de référé.
Conseil de prud'hommes de Bordeaux (référé - départage) 5 juillet 2011 **740**

RAVEZ Daniel (avec Agnès Zissmann)

- Echange sur le thème de la réparation intégrale du préjudice - "Quantum et tabous" **247**

RENNES Pascal

- Travailleurs mis à disposition d'une entreprise utilisatrice : quand le secteur de la propreté fait tâche.
Conseil d'Etat 23 décembre 2010 ; Tribunal de grande instance de Paris 9 février 2010 **324**
- Commet un délit d'entrave et de discrimination l'employeur qui sanctionne un délégué syndical lors de l'exercice de son mandat.
Tribunal de grande instance de Nanterre (17^e ch. corr.) 15 octobre 2010 **398**
- Le cadre de la désignation des délégués syndicaux : une combinaison téléologique **577**
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 mai 2011 **581**
Deuxième espèce : Tribunal d'instance d'Aulnay-sous-Bois 8 avril 2011 **582**
- Il faut un mandat spécial pour le délégué syndical lors du dépôt d'une liste de candidats.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 juin 2011 **622**

RICHARD Emmanuelle

- Forfait jours : l'accord collectif au secours de la loi **723**
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2011 **728**

ROCHEREAU Françoise

- L'absence de voie de recours à l'encontre d'une décision de la commission arbitrale des journalistes ne justifie pas le dépôt d'une QPC (Conclusions).
Cour d'appel de Paris 27 janvier 2011 **326**

ROUMIER Sylvain (avec Rachel Spire)

- Les droits du journaliste pigiste.
Conseil de prud'hommes de Boulogne-Billancourt 8 octobre 2009 **141**

SAADA Rachel

- Ça ira mieux demain... ! Pour agrandir la brèche dans la forfaitisation des préjudices des accidentés du travail **261**

SAGLIER Jean-Marc

- La nullité de la rupture et la requalification du CDD d'un salarié gréviste.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2011 **317**

SAÏD Christian

- Réflexion sur les garanties concrètes des droits fondamentaux au travail **92**

SALTZMANN Christophe

- La réparation du préjudice causé au salarié par l'absence d'organisation régulière d'élections professionnelles.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2011 **680**

SANDRET Nicolas

- Le respect des droits fondamentaux sur les lieux de travail **12**

SCHMITT Mélanie

- De la portée limitée de l'interdiction des discriminations liées à l'âge : une indemnité de licenciement peut être plafonnée selon un critère d'âge (Cass. Soc. 17 novembre 2010) **219**

SERVERIN Evelyne

- Trois définitions pour introduire une réflexion sur la réparation intégrale **226**

SLAMA Serge

- Travailleurs sans papiers, un droit de grève "bridé" ? **65**

SPIRE Rachel (avec Sylvain Roumier)

- Les droits du journaliste pigiste.
Conseil de prud'hommes de Boulogne-Billancourt (encadr.) 8 octobre 2009 **14**

STRUILLOU Yves

- Garantie des droits fondamentaux du salarié : le point de vue d'un juge administratif **80**
- Conflits sociaux et réquisition : finalités et modalités du contrôle exercé par le juge administratif **485**

SUBSTELNY Caroline (avec Gérard Chalon)

- Le juge prud'homal confronté à une autorisation administrative de licenciement dont la légalité est douteuse : la voie de la question préjudicielle.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 **145**

TAURAN Thierry

- Résumés récents de la Cour de cassation (chaque mois)..... **3 et 4 de couverture**
- La réforme des retraites résultant de la loi du 9 novembre 2010 - Les grandes lignes du texte **160**
- Le personnel des organismes de Sécurité sociale : entre droit du travail et droit de la Sécurité sociale **409**

TEISSONNIÈRE Jean-Paul

- La faute inexcusable, Achille et la tortue **265**

TERCERO Flor (avec Violène Vandelle)

- Justification de la discrimination à l'égard des enfants étrangers et bénéfice des prestations familiales : l'introuvable intérêt de l'enfant.
Cour de cassation (Ass. Plén.) 3 juin 2011 **746**

THIBAUT Bernard

- Hommage à Marcel David **697**

VANDELLE Violène (avec Flor Tercero)

- Justification de la discrimination à l'égard des enfants étrangers et bénéfice des prestations familiales : l'introuvable intérêt de l'enfant.
Cour de cassation (Ass. Plén.) 3 juin 2011 **746**

VASSEUR Jean-Louis

- Les conditions d'octroi de subventions par les collectivités territoriales aux organisations syndicales locales.
Conseil d'Etat 16 février 2011 **393**

VIAL Claire

- Travail et droit à un environnement sain **28**

VIEILLE Vincent

- L'évaluation du préjudice en droit collectif du travail **252**
- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 novembre 2009* **253**

WALLACH François

- La prévention des risques psychosociaux. L'exemple de la SNCF ou la trajectoire d'une entreprise **33**

WOLMARK Cyril

- L'application du principe de spécialité aux syndicats catégoriels.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mai 2011 **748**

ZISSMANN Agnès

- Echange sur le thème de la réparation intégrale du préjudice : "Quantum et tabous" **247**

Table alphabétique des matières*

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

DÉFINITION

Appréciation du caractère professionnel – Décision de la Caisse – Réserves de l'employeur – Circonstances de temps et de lieu de l'accident ou existence d'une cause totalement étrangère au travail.

Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 17 février 2011 530
Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférence Université Paris Ouest Nanterre la Défense 531

PROCÉDURE

Sécurité sociale – Contentieux spéciaux – Expertise technique – Expertise consécutive à un accident de travail – 1^o Décision relative à une désignation d'expert – Voie de recours – Exercice – Caractère immédiat (oui) – 2^o Litige entre la Caisse et l'assuré social – Opposabilité à l'employeur (non).

Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 17 février 2011 531
Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférence Université Paris Ouest Nanterre la Défense 532

1^o Maladies professionnelles – Aggravation de la maladie – Distinction entre rechute et nouvelle exposition au risque – Incidence sur la prescription – 2^o Faute inexcusable – Procédure – Action de la victime – Prescription – Point de départ.

Cour de cassation (2^e Ch. civ.) 17 mars 2011 590
Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférence Université Paris Ouest Nanterre la Défense 591

Imputabilité – Preuve – Présomption d'imputation – Période couverte par la présomption.

Cour de cassation (2^e Ch. civ.) 17 février 2011 593
Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférence Université Paris Ouest Nanterre la Défense 593

PROTECTION

Licenciement – Indemnités – Accident du travail ou maladie professionnelle – Licenciement prononcé pendant la période de suspension – Préjudice – Réparation (deux espèces).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 octobre 2010 517
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 novembre 2010 517
Note **Daniel Joseph** 518

Reclassement – 1^o Refus du salarié des postes proposés – Conditions – 2^o Avis des délégués du personnel – Mandat – Point de départ. Temps de travail – Heures supplémentaires – Preuve – Production d'éléments suffisamment précis.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mai 2011 741
Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 742

RÉPARATION

Doctrine : Ça ira mieux demain... ! Pour agrandir la brèche dans la forfaitisation des préjudices des accidentés du travail, par **Rachel Saada**, Avocate au Barreau de Paris 261

Doctrine : La faute inexcusable, Achille et la tortue, par **Jean-Paul Teissonnière**, Avocat au Barreau de la Seine-Saint-Denis 265

Doctrine : Le sort des victimes d'accident du travail hors de France : quels enseignements en droit comparé ?, par **Morane Keim-Bagot**, ATER, Université de Strasbourg, Présidente de formation, TCI Strasbourg 268

Faute inexcusable – Contentieux – Intervention volontaire d'une association (FNATH) – Intervention à titre principal – Condition – Titularité du droit d'action.

Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 13 janvier 2011 534
Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférence Université Paris Ouest Nanterre la Défense 534

Faute inexcusable de l'employeur – Réparation – Majoration de la rente aux ayants droit – Calcul.

Cour de cassation (2^e Ch. civ.) 12 mai 2011 592
Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférence Université Paris Ouest Nanterre la Défense 592

Droit social maritime – Régime de Sécurité sociale – Question prioritaire de constitutionnalité – Faute inexcusable de l'employeur – Indemnisation complémentaire du marin

Conseil constitutionnel 6 mai 2011 609
Note **Stéphane Carré**, Maître de conférences, IUT de Saint-Nazaire, Université de Nantes 609

ACCORDS COLLECTIFS OU ATYPIQUES (voir Convention et accords collectifs)

ASSURANCES SOCIALES

AFFILIATION

Doctrine : Actualité de la subordination : aspects de Sécurité sociale, par **Maryse Badel**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux 4, Comptrasec (UMR 5114), Institut du Travail de Bordeaux 438

ASSURANCES MALADIE ET MATERNITÉ

Assurance-maladie – Relations entre les Caisses et les professions de santé – Prescriptions d'arrêts de travail – Contrôle de la caisse – Nombre jugé excessif – Appréciation.

Conseil d'État (1^{re} et 6^e ssr) 4 mai 2011 525
Note **Anne-Sophie Ginon**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense (IRERP EAC CNRS) 526

ASSURANCE VIEILLESSE/RETRAITE

Doctrine : La réforme des retraites résultant de la loi du 9 novembre 2010 - Les grandes lignes du texte, par **Thierry Tauran**, Maître de conférences à l'Université Paul Verlaine de Metz 160

Discrimination – Activités syndicales – Incidence sur le déroulement de carrière – Appréciation du préjudice – Insuffisance de la pension de retraite – Réévaluation ordonnée par le juge des référés.

Conseil de prud'hommes de Paris (Référé - Département) 14 décembre 2010 321
Note **Jérôme Borzakian**, Avocat au Barreau de Paris 322

Pension de retraite – Demande de liquidation – Forme – Imprimé réglementaire – Caractère obligatoire.

Cour de cassation (2^e Ch. civ.) 13 janvier 2011 584
Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférence Université Paris Ouest Nanterre la Défense 595

Retraites complémentaires – Régimes AGIRC-ARRCO – Caractère obligatoire de l'affiliation – Dispositions contraires d'un accord collectif d'entreprise – Caractère indifférent – Réparation du préjudice du salarié – Salarié contribuant à la réalisation du préjudice – Incidence.

Cour de cassation (2^e Ch. civ.) 23 novembre 2010 595
Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférence Université Paris Ouest Nanterre la Défense 596

AVANTAGES ACQUIS

(voir Conventions et accords collectifs)

BULLETIN DE SALAIRE (voir Salaire)

CHÔMAGE (ASSURANCE)

ALLOCATIONS

Doctrine : Des différentes causes d'évaporation des sommes allouées par les juges : le salarié face aux AGS, au Pôle emploi et au Trésor public, par **David Métin**, Avocat au Barreau de Versailles 254
Annexe : Chômage - Allocation d'assurance - Remboursement aux ASSÉDIC - Exclusion - Licenciement nul.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2009 260

Doctrine : La cannibalisation par Pôle Emploi du différé d'indemnisation correspondant aux indemnités de licenciement supra-légales, par **Laurent Milet**, Docteur en Droit, Professeur associé à l'Université de Paris XI 645
Annexe : Chômage - Indemnisation - Différé d'indemnisation spécifique applicable aux indemnités de licenciement supra-légales - Dommages-intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse évalués par le juge en fonction du préjudice subi par le salarié - Montant ou modalités de calcul ne résultant pas directement de l'application d'une disposition législative - Application du différé d'indemnisation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 juin 2010 649

CLAUSE DE NON-CONCURRENCE, DE MOBILITÉ (voir Contrat de travail - clauses spéciales)

COMITÉS D'ENTREPRISE (voir aussi Élections professionnelles)

ATTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES

Doctrine : La remise en état, seule sanction du non-respect de l'information-consultation du Comité d'entreprise (Raffinerie des Flandres), par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy 104
Annexe : 1° Comités d'entreprise - Attributions économiques - Information consultation - Fermeture d'un site de production - Mise au chômage technique du personnel (deux espèces) - Fermeture provisoire dissimulant un arrêt définitif de la production - Reprise de l'activité ordonnée sous astreinte (première espèce) - Consultation tardive - Indemnisation (deuxième espèce). 2° Ruptures du contrat de travail - Départs volontaires - Consultation du CE - Etablissement d'un PSE - Contenu - Catégories professionnelles (non) - Reclassement interne (non) - Ordre des licenciements (non).

Première espèce : Cour d'appel de Douai (14^{ème} ch.) 30 juin 2010 109

Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (2^e ch.) 22 octobre 2010 112

Consultation - Gestion des sureffectifs - Salariés en inactivité chargés de leur propre reclassement.

Tribunal de grande instance de Metz (référé) 14 septembre 2010 134

Entreprises publiques - Comité d'entreprise - Consultation sur une réorganisation - Irrégularité - Contestation - Compétence juridictionnelle - Décision portant sur l'organisation du service public - Compétence de l'ordre administratif.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2011 183

Note **Michel Desrues**, Défenseur syndical 183

Budget de fonctionnement - Liberté d'expression - Campagne d'affichage - Dénigrement (non) - Atteinte à l'image de l'entreprise (non).

Tribunal de grande instance de Paris (référé) 2 mars 2011 . 357

Note **Alain Lévy** et **Fabrice Février**, Avocats au Barreau de Paris 358

Droit d'alerte - Exercice - Situation ne concernant qu'un établissement - Compétence - Comité central d'entreprise.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 359

Grève - Occupation des locaux par les salariés - Modalités illicites (non) - Fermeture du site décidée par l'employeur sans information ni consultation préalable des institutions représentatives - Trouble manifestement illicite (première espèce).

1) Cour d'appel de Riom (Ch. Soc. - Référé) 8 décembre 2009 626

2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2011 627

Note **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy 629

Syndicat professionnel - Action en justice - Fonctionnement des IRP - Recevabilité (non).

Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 2) 19 mai 2011 682

Note **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université de Paris XIII 682

MOYENS DE FONCTIONNEMENT

Subvention de 0,2 % - Calcul - Contestation - Action en paiement - Délai de prescription quinquennale ne courant pas lorsque le comité d'entreprise n'a pas eu communication par l'employeur des éléments nécessaires à l'appréciation de ses droits.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} février 2011 734

Note **Laurent Milet**, Professeur associé à l'Université Paris XI 734

REPRÉSENTANT SYNDICAL

Condition - Entreprise de plus de 300 salariés - Pluralité d'élus de l'organisation syndicale - Condition restrictive créant une discrimination entre syndicats représentatifs (art. 11 et 14 CESDH).

Tribunal d'instance d'Orléans, 23 mai 2011 664

Désignation - Condition - Entreprise de plus de 300 salariés - Pluralité d'élus de l'organisation syndicale - Condition restrictive créant une discrimination entre syndicats représentatifs - Article contraire à la Convention européenne sur les droits de l'Homme (art. 11 et 14) - Non-application de l'article L. 2324-2 du Code du travail.

Tribunal d'instance de Tours, 3 octobre 2011 735

Note **Maurice Cohen**, Docteur en droit, Directeur de la RPDS 738

COMITÉS D'HYGIENE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

ATTRIBUTIONS

Doctrine : Restructurations, risques psychosociaux et CHSCT : remède sur ordonnance, par **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Nancy Université (Institut Régional du Travail, CERIT-IFG) 345
Annexe : CHSCT - Consultation - Restructuration - Condition - Modification des conditions de santé des travailleurs - Non-respect - Suspension du projet patronal.

Tribunal de grande instance de Toulouse (référé) 3 février 2011 349

EXPERTS

Désignation - Organisme soumis aux règles de la commande publique - Soumission du CHSCT à ces règles (non).

Tribunal de grande instance de Cahors (ord.) 13 octobre 2010 136

Note **Arnaud Mazières** 137

Désignation d'un expert - Opposition de l'employeur (quatre espèces) - Délai de réalisation de l'expertise - Décompte - Point de départ - Expert disposant des informations utiles (troisième espèce) - Contestation judiciaire par l'employeur de la désignation - Caractère tardif (première, deuxième et troisième espèces) - Employeur refusant de communiquer les informations mais sans contester la désignation - Obstruction (quatrième espèce).

Première espèce : Tribunal de grande instance d'Annecy 9 mai 2011 611

Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris 20 janvier 2011 612

Troisième espèce : Tribunal de grande instance de Bobigny 5 janvier 2011 613

Quatrième espèce : Tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand 9 février 2011 614

Note **Xavier Médeau**, Avocat au Barreau des Ardennes 615

FONCTIONNEMENT

Transfert d'entreprise - Effets sur les IRP - CHSCT - Maintien de l'établissement distinct - Poursuite des mandats.

Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 2) 26 mai 2011 564

CONSEILS DE PRUD'HOMMES (voir aussi Tribunaux)

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Dysfonctionnement – Engagement de la responsabilité de l'Etat – Délai excessif (trois espèces) – Délai pour réunir le Bureau de jugement en formation de départage (première espèce) – Délai entre Bureau de conciliation et Bureau de jugement (deuxième espèce) – Procédure concernant un "salarié protégé" – Délai excessif de rédaction du jugement (troisième espèce).

Première espèce : Tribunal de grande instance de Bobigny (1^{re} ch. sect. 1) 17 avril 2008	173
Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (1^{re} ch. 1^{er} sect.) 27 octobre 2010	173
Troisième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (1^{re} ch. 1^{er} sect.) 20 octobre 2010	174
Note Maude Beckers , Avocate au Barreau de la Seine-Saint-Denis 175	

Impartialité – Récusation (L. 1457-1) – Possibilité de récuser un conseiller affilié à une même tendance syndicale qu'un syndicat demandeur à l'action (non) – Conformité à la Constitution – Caractère sérieux (non) – Rejet de la QPC.

Conseil de prud'hommes de Lille (Commerce - Départage) 21 février 2011	314
Note Stéphane Ducrocq	316

Document : Non à une taxation injuste de l'accès au juge 662

COMPÉTENCE

Doctrine : L'attraction de la loi du lieu d'exécution dans la relation de travail internationale, par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de Conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux 4, Chercheur au centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (comptrasec), UMR CNRS 5114, Membre de l'Institut du travail de Bordeaux 123
Annexe : Contrat de travail – Loi applicable – 1^o Détermination – Loi choisie par les parties – Limites – Convention de Rome du 19 juin 1980 (art. 6 § 1) – Dispositions impératives de la loi applicable à défaut de choix – Loi du lieu d'accomplissement habituel du travail – Exception – Liens plus étroits avec un autre pays – Charge de la preuve 2^o Effets – Loi française applicable – a) Application emportant celle des conventions collectives qui en font partie – b) Travailleurs privés d'emploi – Remboursement aux Assedic – Condamnation de l'employeur.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2010 127

PROCÉDURE

Extraits de décisions commentées par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université Nancy-2 :
Péremption d'instance – Fixation des délais de communication de pièces – Article L. 1452-8 Code du travail – Indications – Communication des pièces plus de deux ans après – Péremption d'instance (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2010 204

Conciliation prud'homale – Litiges exemptés – Requalification d'un CDD – Demandes annexes (oui) – Non-respect du préliminaire de conciliation – Violation d'une règle d'ordre public (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2010 205

Salaires et rémunération – Propriété intellectuelle – Invention de mission – Rémunération supplémentaire – Prescription de la créance.

Cour d'appel de Paris (Pôle 5 - Chambre 1) 8 décembre 2010 . 281

Note **Camille Dorignon**, Juriste en propriété intellectuelle 282

Transaction – Portée – Obstacle à une action prud'homale – Condition – Identité d'objet – Transaction indemnisant de la rupture du contrat de travail – Obstacle à une contestation de discrimination (non) – Ralentissement de carrière – Discrimination homophobe – Indemnisation.

Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 8) 10 mars 2011 686

Note **Sylvie Mess**, Conseillère prud'homme 689

représentation des parties

Assistance et représentation – Délégués permanents ou non permanents – Partie assistée ou représentée – Appartenance au même syndicat que le délégué (non) – Appartenance à la même branche d'activité que le délégué (non).

Cour d'appel de Paris (P. 6 - Ch. 2) 28 octobre 2010 312

Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université Nancy-2 312

bureau de conciliation

Doctrine : Exécution provisoire de plein droit. Mort d'une ordonnance de conciliation : meurtre ou légitime défense ?, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université Nancy-2, Co-auteur du Lamy prud'hommes 97
Annexe : Conseils de prud'hommes – Bureau de conciliation – 1^o Comparution personnelle – Motif légitime d'absence : non – Représentation par un avocat : non. 2^o Pouvoirs – Demande de provision – Contestation de la créance (non) – Allocation de provision (oui) – Mise en état de l'affaire – Nomination de conseillers-rapporteurs – Mise en demeure de produire tous documents justificatifs.

1) Conseil de prud'hommes de Basse-Terre (Bureau de conciliation) 29 juin 2010

101
Conseils de prud'hommes – Bureau de conciliation – Appel – Suspension de l'exécution provisoire de droit – Motif légitime d'absence (non) – Représentation par un avocat (oui) – Violation du principe du contradictoire (oui) – Conséquences manifestement excessives (indifférent).

2) Cour d'appel de Basse-Terre, Ordonnance du premier président

103
Pouvoirs – Charge de la preuve – Licenciement pour faute grave – Préalable de communication des pièces par l'employeur.

Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 29 mars 2011

362
Note **Daniel Derupt**, Conseiller prud'homme 362

Extraits de décisions commentées par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université Nancy-2 :

Pouvoirs juridictionnels – Mesures d'instruction – Production de pièces détenues par l'employeur (C. trav., art. L. 1454-14) – Discrimination syndicale – Panel comparatif de salariés.

Conseil de prud'hommes de Bayonne (Conciliation – Départ.) 2 décembre 2010

397

RÉFÉRÉ PRUD'HOMAL

Extraits de décisions commentées par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université Nancy-2 :

Référé – Art. 145 CPC – Preuve avant tout procès – Contestation sérieuse – Référé prud'homal (oui) – Production d'éléments de fait (oui) – Discrimination syndicale – Panel comparatif de salariés.

Conseil de prud'hommes de Metz (référé) 20 janvier 2011 .. 400

Bureau de jugement en la forme des référés – Droit d'alerte des délégués du personnel – Mesures d'instruction (oui) – Production d'éléments de fait (oui) – Discrimination syndicale – Panel comparatif de salariés.

Conseil de prud'hommes de Cannes (Ind. – Départ.) 9 septembre 2010

402

Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché de nettoyage – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Force obligatoire – Inexécution par l'entrant du contrat de travail – Trouble manifestement illicite – Poursuite du contrat de travail ordonnée en référé au nouvel employeur.

Cour d'appel d'Amiens (5^e ch. soc.) 31 août 2010

570
Note **Arnaud Mazières** 544

Transfert d'entreprise – Condition – Existence d'une entité économique autonome – Défaut – Poursuite des contrats de travail ordonnée avec le cédant.

Conseil de prud'hommes de Grenoble (Référé) 13 juillet 2011 690

Note **Simon Daudet**, Défenseur syndical 693

Contrat de travail – Clause de non-concurrence – Caractère excessif du périmètre géographique – Contrepartie financière dérisoire – Contestation de sa mise en œuvre devant le juge des référés – Inopposabilité.

Conseil de prud'hommes de Bordeaux (Référé - Département) 5 juillet 2011

739
Note **R.**

740

STATUT DES CONSEILLERS

Mandat – Manquement grave – Condamnation pénale pour discrimination syndicale – Déchéance.

Conseil d'État (6^e/1^{re} ssr), 20 mai 2011

757
Observations **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

758

CONTRATS AIDÉS

Contrat de professionnalisation – Exécution – Absence de délivrance de formation pratique par l'employeur – Conséquence – Requalification.
Conseil de prud'hommes de Nanterre (Act. div.) 17 septembre 2010 318
 Note **Nathalie Bizot**

Association intermédiaire – Mise à disposition auprès d'une entreprise utilisatrice – Emploi lié à l'activité normale et permanente – Requalification en contrat à durée indéterminée
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 616
 Note **Paul Cao**, Avocat au Barreau d'Angers

Doctrine : Salariés ineffectifs - A propos du jugement du Tribunal d'instance de Marseille du 7 juillet 2011, par **Jérôme Porta**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre, Membre de l'IRERP 714
 Annexe : Libertés et droits fondamentaux – Participation des travailleurs à la détermination collective des conditions de travail – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Contrariété avec le droit communautaire – Inapplicabilité du droit interne – Désignation d'un RSS – Validité (oui) – Concomitance d'un licenciement – Fraude (non).
Tribunal d'instance de Marseille 7 juillet 2011

CONTRAT DE TRAVAIL

DÉFINITION DU RAPPORT SALARIAL

(voir aussi Statuts particuliers - Détachements)

Licenciement pour motif économique – Entreprise en difficulté – Liquidation judiciaire – 1° Représentation de la société – 2° Co-employeur – Autre société du groupe – Confusion d'activités, d'intérêt et de direction – Condamnation solidaire.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2010 187
 Note **Paul Darves-Bornoz**

Groupe de sociétés – Défaut d'autonomie commerciale de la filiale – Gestion commune du personnel – Confusion d'intérêts, d'activité, de direction – Maison-mère en situation de co-emploi à l'égard des salariés de la filiale (première espèce).
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 273
 Note **Paul Darves-Bornoz**

Doctrine : Les nouveaux défis du contrat de travail.
 Colloque de l'Institut du Travail de Bordeaux, 18 mars 2011 :

Doctrine : Contrat de travail et activité professionnelle, par **Jean-Pierre Laborde**, Professeur à l'Université de Bordeaux, Montesquieu-Bordeaux IV, Centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (UMR CNRS-Université n° 5114), ancien Président de l'Université 418

Doctrine : Le contrat de travail au défi du portage salarial, par **Lise Casaux-Labrunée**, Professeur à l'Université Toulouse 1 Capitole, Faculté de droit

Doctrine : Actualité de la subordination : aspects de Sécurité sociale, par **Maryse Badel**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux 4, Comptrasec (UMR 5114), Institut du Travail de Bordeaux 438

Doctrine : Détachement, mise à disposition, déplacement de travailleurs, prêt de main d'œuvre : what else ?, par **Fabienne Muller**, Directrice de l'Institut du travail, Centre du droit de l'entreprise, Université de Strasbourg

Doctrine : La recherche de l'employeur : l'exemple de la délégation de pouvoir dans les SAS, par **Florence Maury**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Institut du travail de Bordeaux, IRDAP (Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine) 455
 Annexe : Licenciement – 1° Formalités légales – Lettre de licenciement – Signature – Qualité du signataire (deux espèces) – Délégation de pouvoir – Délégation écrite – Nécessité (non) (première espèce) – Mandataire – Défaut de mandat – Ratification du licenciement – Possibilité par tout moyen (deuxième espèce) – 2° Société par actions simplifiée – Direction – Pouvoir de représentation à l'égard des tiers – Titulaires – Directeur général ou directeur général délégué – Délégation – Conditions – Délégation spéciale – Engagement ou licenciement des salariés de l'entreprise (deuxième espèce).
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Mixte) 19 novembre 2010 463
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Mixte) 19 novembre 2010 464

Doctrine : Aspects individuels du transfert conventionnel de contrats de travail lors d'un changement de prestataire de services, par **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 544
 Annexes :

Transfert d'entreprise – Conditions – Existence d'une entité économique autonome – Changement de titulaire d'un marché de sécurité aéroportuaire – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Caractère indifférent – Actifs mis à disposition des prestataires de services successifs par le donneur d'ordre – Application de L. 1224-1 (oui) – Continuation des contrats de travail ordonnée.

Première espèce : Tribunal de commerce de Paris (1^{re} ch.) 25 janvier 2011

563
 Transfert d'entreprise – 1° Conditions – Existence d'une entité économique autonome – Changement de titulaire d'un marché de sécurité aéroportuaire – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Caractère indifférent – Actifs mis à disposition des prestataires de services successifs par le donneur d'ordre – Application de L. 1224-1 (oui) – 2° Effets sur les contrats de travail – Sélection – Entretiens d'évaluation – Discrimination syndicale – Refus d'embauche – Dommages et intérêts à la fédération syndicale – 3° Effets sur les IRP – Maintien de l'établissement distinct – Poursuite des mandats.

Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 2) 26 mai 2011

564
 Transfert d'entreprise – Conditions – Existence d'une entité économique autonome – Changement de titulaire d'un marché de transport de voyageurs – Transfert d'éléments d'actif – Défaut – Application de L. 1224-1 (non) – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Application (oui).

Troisième espèce : Tribunal de grande instance de Beauvais (référé) 22 septembre 2010

568
 Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché public de nettoyage – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Transmission des informations du sortant à l'entrant – Rétention d'informations – Masse salariale à reprendre – Donneur d'ordre détenant ou étant en mesure d'obtenir communication des informations – Rôle – Obligation de transmission à l'ensemble des entreprises candidates à la reprise du marché – Transmission contraire au secret des affaires (non).

Quatrième espèce : Conseil d'Etat (7^e/2^e srr) 19 janvier 2011

570
 Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché de nettoyage – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Force obligatoire – Inexécution par l'entrant du contrat de travail – Trouble manifestement illicite – Poursuite du contrat de travail ordonnée en référé au nouvel employeur.

Cinquième espèce : Cour d'appel d'Amiens (5^e ch. soc.) 31 août 2010

570
 Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché de surveillance – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Proposition d'un avenant au contrat de travail par l'entrant ajoutant une clause de mobilité – Modification du contrat de travail – Refus du nouvel employeur d'exécuter le contrat aux conditions antérieures – Violation des règles de transfert conventionnel – Résiliation judiciaire aux torts de l'employeur.

Sixième espèce : Cour d'appel d'Aix-en-Provence (18^e ch.) 20 avril 2010

572
 Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché de nettoyage – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Conditions – Obligations pesant sur l'entreprise sortante – 1° Salariés remplissant les conditions conventionnelles – Charge de la preuve – 2° Différend sur la qualité d'employeur – Maintien de la rémunération des salariés – 3° Communication à l'entreprise entrante des documents prévus par l'accord – Défaut – Obstacle au changement d'employeur – Conditions – Lacune rendant impossible l'organisation de la reprise effective du personnel.

Septième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 novembre 2010

574
 Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché de transport – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Résiliation à l'initiative du titulaire – Défaut de raison légitime – Obstacle au déroulement du transfert – Faute (oui).

Conventions et accords collectifs – Champ d'application – CCN des voies ferrées d'intérêt local – Application de la CCN des transports routiers en cas de services automobiles – Conditions – Appréciation.

Huitième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2011 . 575

EXÉCUTION DU CONTRAT

Garantie des droits fondamentaux du salarié : éléments de jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation, **Alexandre Linden**, Conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation

Doctrine : Obligation de sécurité pesant sur le salarié : ombre et lumière jurisprudentielles, par **Harold Kobina Gaba**, Maître de conférences de droit privé à l'Université du Havre 114

Comité d'entreprise – Consultation – Gestion des sureffectifs – Salariés en inactivité chargés de leur propre reclassement.

Tribunal de grande instance de Metz (référé) 14 septembre 2010 134

Obligation de sécurité de résultat – Manquement – Conduite d'un véhicule en l'absence de formation obligatoire – Préjudice.

Cour d'appel d'Amiens (5^e ch. A) 14 septembre 2010 277
Note **Laure Daviau**, Avocate au Barreau de Marseille 279

Fonction de cadre – Reconnaissance – Appréciation – Critères d'autonomie, de commandement et de niveau d'études.

Conseil de prud'hommes de Brest (Encadrement) 17 novembre 2010 364
Note **Mireille Gueye**, membre du bureau de l'UGICT-CGT 365

Mutation géographique – Pouvoir de direction de l'employeur – Droit de mener une vie personnelle et familiale – Atteinte.

Rémunération – Prime – Départ de l'entreprise en cours d'année – Paiement prorata temporis.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mars 2011 367
Note **Alexia Gardin**, Maître de conférences à l'Université Nancy-II, CERIT-IFG 367

Contrat de travail – Responsabilité pécuniaire du salarié envers l'entreprise – Condition – Faute lourde.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 467

Discrimination – Preuve – Nécessité d'une comparaison (non) – Absence de fourniture de travail par l'employeur – Manquement.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2011 670

Transaction – Portée – Obstacle à une action prud'homale – Condition – Identité d'objet – Transaction indemnisant de la rupture du contrat de travail – Obstacle à une contestation de discrimination (non) – Ralentissement de carrière – Discrimination homophobe – Indemnisation.

Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 8) 10 mars 2011 686
Note **Sylvie Mess**, Conseillère prud'homme 689

CLAUSES SPÉCIALES

Doctrine : Mobilité et respect de la vie privée et familiale, **Sylvie Joubert**, Maître de conférences à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 47

Doctrine : L'attraction de la loi du lieu d'exécution dans la relation de travail internationale, par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de Conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux 4, Chercheur au centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (comptasec), UMR CNRS 5114, Membre de l'Institut du travail de Bordeaux 123

Annexe : Contrat de travail – Loi applicable – 1^o Détermination – Loi choisie par les parties – Limites – Convention de Rome du 19 juin 1980 (art. 6 § 1) – Dispositions impératives de la loi applicable à défaut de choix – Loi du lieu d'accomplissement habituel du travail – Exception – Liens plus étroits avec un autre pays – Charge de la preuve 2^o Effets – Loi française applicable – a) Application emportant celle des conventions collectives qui en font partie – b) Travailleurs privés d'emploi – Remboursement aux Assedic – Condamnation de l'employeur.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2010 127

Doctrine : Stipulation d'une clause de non-concurrence nulle et indemnisation du salarié - Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 janvier 2011, par **Florence Canut**, Maître de conférences à l'Université Montpellier 3 209

Annexe : Contrat de travail – Clause de non-concurrence – Clause illicite – Nullité – Indemnisation – Absence d'effet de la clause – Caractère indifférent.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 janvier 2011 214

Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché de surveillance – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Proposition d'un avenant au contrat de travail par l'entrant ajoutant une clause de mobilité – Modification du contrat de travail – Refus du nouvel employeur d'exécuter le contrat aux conditions antérieures – Violation des règles de transfert conventionnel – Résiliation judiciaire aux torts de l'employeur.
Cour d'appel d'Aix-en-Provence (18^e ch.) 20 avril 2010 572

Note **Arnaud Mazières** 544

Clause de non-concurrence – Caractère excessif du périmètre géographique – Contrepartie financière dérisoire – Contestation de sa mise en œuvre devant le juge des référés – Inopposabilité.

Conseil de prud'hommes de Bordeaux (Référé - Département) 5 juillet 2011 739
Note **R.** 740

MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Doctrine : Mobilité et respect de la vie privée et familiale, **Sylvie Joubert**, Maître de conférences à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 47

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE

CAS DE RECOURS

Doctrine : La charge de la preuve en matière de temps partiel et de recours au CDD, par **Romain Marié**, Maître de conférences à l'IUT de Nancy 2, membre de l'équipe de recherches Droit et changement social, Université de Nantes 129

Annexe : 1^o Contrat à durée déterminée – Mentions obligatoires – Motifs – Charge de la preuve. 2^o Temps de travail – Temps partiel – Contrat – Mentions obligatoires – Défaut – Présomption de temps plein – Charge de la preuve.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 septembre 2010 133

REQUALIFICATION

Contrat vendanges (art. 718-4 C. rural) – Condition – Fixation d'un terme précis ou d'une durée minimale – Défaut – Conséquence – Requalification en CDI.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 octobre 2010 177
Note **Romain Marié**, Maître de conférences, Université Nancy-2, membre de l'équipe de recherches Droit et changement social (UMR CNRS 6028), Université de Nantes 177

Extraits de décisions commentées par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université Nancy-2 :

Conciliation prud'homale – Litiges exemptés – Requalification d'un CDD – Demandes annexes (oui) – Non-respect du préliminaire de conciliation – Violation d'une règle d'ordre public (non).
Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2010 205

Obstacle juridique à la rupture du contrat de travail – Grève – Nullité de la rupture – Réintégration.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2011 317
Note **Jean-Marc Saglier**, Conseiller prud'homme 317

Conclusions : La cessation de la fourniture de travail et du paiement des salaires en réponse à l'action en requalification du CDD : conséquences et sanction, par **Patrick Henriot**, Substitut général à la Cour d'appel de Paris 698

Annexe : Contrat à durée déterminée – Affectation à un emploi permanent correspondant à l'activité normale de l'entreprise – Emploi à temps partiel – Défaut d'écrit – Impossibilité de prévoir le rythme de travail – Requalification en CDI à temps plein – Effet – Réintégration (non) – Requalification postérieure à l'échéance du dernier CDD illicite – Rupture s'analysant en un licenciement sans cause réelle et sérieuse. Libertés et droits fondamentaux – Action en justice – Représailles de l'employeur – Rupture du contrat de travail – Atteinte à une liberté fondamentale – Nullité de la mesure – Réintégration.

Tribunaux – Prescription – Effets – Point de départ.

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Chambre 8) 15 septembre 2011 703

Doctrine : La nullité du licenciement décidé en représailles d'une action judiciaire en requalification de contrats à durée déterminée illicites (Cour d'appel de Paris 15 septembre 2011, Syndicat CGT France Télévision c/ France 3), par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 706

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS

NÉGOCIATION

Syndicat professionnel – Prérogatives – Droit de mener des négociations collectives – Exigence de représentativité découlant de la loi du 20 août 2008 – Atteinte à des normes européennes et constitutionnelles (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2010 199
Note **Claudy Ménard** 203

Élections professionnelles – Convention et accord collectifs – Clause – Effectifs et électorat – Avenant de la convention collective des entreprises de nettoyage – Exclusion des salariés mis à disposition lors des élections dans l’entreprise utilisatrice – Illicéité (deux espèces) – Refus d’extension de l’avenant (première espèce) – Annulation de l’avenant (deuxième espèce).

Première espèce : Conseil d’État (1^{re} et 6^e srr) 23 décembre 2010 324

Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (1^{re} ch. sect. soc.) 9 février 2010 324

Note **Pascal Rennes** 325

Droit administratif du travail : Décisions sélectionnées et commentées par **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l’Université de Paris I Panthéon-Sorbonne :

Elections professionnelles – Travailleurs mis à disposition – Effectifs, électorat et éligibilité – Convention et accord collectifs – Extension (non) – Refus motivé par l’illégalité des stipulations.

Conseil d’État, 23 décembre 2010 336

Convention et accord collectifs – Accord sur le droit syndical – Nature juridique particulière (non) – Exclusion des dispositions du Code relatives aux accords interprofessionnels – Application du droit commun de la négociation collective.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 391

Retraites complémentaires – Régimes AGIRC-ARRCO – Caractère obligatoire de l’affiliation – Dispositions contrares d’un accord collectif d’entreprise – Caractère indifférent – Réparation du préjudice du salarié – Salarié contribuant à la réalisation du préjudice – Incidence.

Cour de cassation (2^e Ch. civ.) 23 novembre 2010 595

Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférences à l’Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense (IRERP EAC CNRS) 596

Syndicat professionnel – Représentativité – Appréciation – Syndicat catégoriel – Négociation collective d’entreprise – Signature d’un accord par un syndicat représentatif catégoriel – Possibilité – Conditions.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mai 2011 748

Note **Cyril Wolmark**, Professeur à l’Institut d’Etudes du Travail de Lyon, ERDS-Cercid 749

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

Accord d’entreprise – Application – Organisation du travail et emploi – Nombre d’opérateurs par machine – Respect de l’accord ordonné par le juge des référés.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2010 280

Temps de travail – Transports routiers – 1^o Durée du travail – Décompte – Autorisation d’un décompte par cycle – Heures non déclarées – Conséquences – 2^o Convention collective – Indemnités prévues par le protocole du 30 avril 1974 – Prime horaire de l’accord sur le travail de nuit du 14 novembre 2001 – Cumul.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2010 285

Note **Alexandre Charbonneau**, Maître de Conférences, Université de Bordeaux-1, Membre du COMPTRASEC, UMR CNRS n^o 5114 (Université de Bordeaux-IV) 285

Doctrine : Aspects individuels du transfert conventionnel de contrats de travail lors d’un changement de prestataire de services, par **Arnaud Mazières**, Juriste d’entreprise 544

Annexes :

Transfert d’entreprise – Conditions – Existence d’une entité économique autonome – Changement de titulaire d’un marché de sécurité aéroportuaire – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Caractère indifférent – Actifs mis à disposition des prestataires de services successifs par le donneur d’ordre – Application de L. 1224-1 (oui) – Continuation des contrats de travail ordonnée.

Première espèce : Tribunal de commerce de Paris (1^{re} ch.) 25 janvier 2011 563

Transfert d’entreprise – 1^o Conditions – Existence d’une entité économique autonome – Changement de titulaire d’un marché de sécurité aéroportuaire – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Caractère indifférent – Actifs mis à disposition des prestataires de services successifs par le donneur d’ordre – Application de L. 1224-1 (oui) – 2^o Effets sur les contrats de travail – Sélection – Entretiens d’évaluation – Discrimination syndicale – Refus d’embauche – Dommages et intérêts à la fédération syndicale – 3^o Effets sur les IRP – Maintien de l’établissement distinct – Poursuite des mandats.

Deuxième espèce : Cour d’appel de Paris (P. 6 - ch. 2) 26 mai 2011 564

Transfert d’entreprise – Conditions – Existence d’une entité économique autonome – Changement de titulaire d’un marché de transport de voyageurs – Transfert d’éléments d’actif – Défaut – Application de L. 1224-1 (non) – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Application (oui).

Troisième espèce : Tribunal de grande instance de Beauvais (référé) 22 septembre 2010 568

Transfert d’entreprise – Changement de titulaire d’un marché public de nettoyage – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Transmission des informations du sortant à l’entrant – Rétention d’informations – Masse salariale à reprendre – Donneur d’ordre détenant ou étant en mesure d’obtenir communication des informations – Rôle – Obligation de transmission à l’ensemble des entreprises candidates à la reprise du marché – Transmission contraire au secret des affaires (non).

Quatrième espèce : Conseil d’État (7^e/2^e srr) 19 janvier 2011 570

Transfert d’entreprise – Changement de titulaire d’un marché de nettoyage – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Force obligatoire – Inexécution par l’entrant du contrat de travail – Trouble manifestement illicite – Poursuite du contrat de travail ordonnée en référé au nouvel employeur.

Cinquième espèce : Cour d’appel d’Amiens (5^e ch. soc.) 31 août 2010 570

Transfert d’entreprise – Changement de titulaire d’un marché de surveillance – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Proposition d’un avenant au contrat de travail par l’entrant ajoutant une clause de mobilité – Modification du contrat de travail – Refus du nouvel employeur d’exécuter le contrat aux conditions antérieures – Violation des règles de transfert conventionnel – Résiliation judiciaire aux torts de l’employeur.

Sixième espèce : Cour d’appel d’Aix-en-Provence (18^e ch.) 20 avril 2010 572

Transfert d’entreprise – Changement de titulaire d’un marché de nettoyage – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Conditions – Obligations pesant sur l’entreprise sortante – 1^o Salariés remplissant les conditions conventionnelles – Charge de la preuve – 2^o Différend sur la qualité d’employeur – Maintien de la rémunération des salariés – 3^o Communication à l’entreprise entrante des documents prévus par l’accord – Défaut – Obstacle au changement d’employeur – Conditions – Lacune rendant impossible l’organisation de la reprise effective du personnel.

Septième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 novembre 2010 574

Transfert d’entreprise – Changement de titulaire d’un marché de transport – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Résiliation à l’initiative du titulaire – Défaut de raison légitime – Obstacle au déroulement du transfert – Faute (oui).

Conventions et accords collectifs – Champ d’application – CCN des voies ferrées d’intérêt local – Application de la CCN des transports routiers en cas de services automobiles – Conditions – Appréciation.

Huitième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2011 . 575

CONVENTION DE RECLASSEMENT PERSONNALISÉ (CRP), CONVENTION DE CONVERSION (voir Licenciement pour motif économique)

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL (voir aussi Élections professionnelles)

Extraits de décisions commentées par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université Nancy-2 :

Bureau de jugement en la forme des référés – Droit d’alerte des délégués du personnel – Mesures d’instruction (oui) – Production d’éléments de fait (oui) – Discrimination syndicale – Panel comparatif de salariés.

Conseil de prud’hommes de Cannes (Ind. – Départ.) 9 septembre 2010 402

Licenciement pour motif personnel – Inaptitude – Reclassement – 1^o Refus du salarié des postes proposés – Conditions – 2^o Avis des délégués du personnel – Mandat – Point de départ.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mai 2011 741

Note **Thierry Durand**, Conseiller prud’homme 742

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX (voir Syndicat professionnel)

DÉMISSION (voir Ruptures de contrat de travail)

DISCRIMINATIONS (voir également Égalité professionnelle)

Inaptitude – Discrimination et harcèlement antisyndical.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 145

Maladie – Absences multiples et répétées – Absence de désorganisation de l'entreprise – Licenciement – Discrimination – Nullité de la rupture – Réintégration (deux espèces).

Première espèce : Cour d'appel de Nîmes (Ch. Soc.) 9 février 2010 191

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2010 194
Note **Bernard Augier**, Membre du Conseil supérieur de la Prud'homie 195

Doctrine : De la portée limitée de l'interdiction des discriminations liées à l'âge : une indemnité de licenciement peut être plafonnée selon un critère d'âge (Cass. Soc. 17 novembre 2010), par **Mélanie Schmitt**, Maître de conférences HDR, Université de Strasbourg 219
Annexe : Discrimination – Mise à la retraite - Discrimination fondée sur l'âge – 1° Justifications – Objectif légitime – Moyens appropriés et nécessaires – Contrôle (deux espèces) – 2° Directive n° 2000/78 CE du 27 novembre 2000 – Application directe dans les rapports entre particuliers (deuxième espèce).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 novembre 2010 223

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2010 225

Doctrine : La discrimination en fonction de l'âge en droit communautaire : aperçu de la jurisprudence récente de la Cour de justice de l'Union européenne, par **Francis Meyer**, Maître de conférences, Institut du travail, Université de Strasbourg 350

Maladie – Discrimination – Licenciement pour motif économique – Rupture concomitante au diagnostic d'un cancer – Prise en compte de l'état de santé – Nullité de la rupture – Réintégration – Indemnisation.

Cour d'appel de Versailles (11^e ch.) 14 décembre 2010 379
Note **Emmanuel Pardo**, Avocat au Barreau de Nice 382

Extraits de décisions commentées par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université Nancy-2 :

Pouvoirs juridictionnels – Mesures d'instruction – Production de pièces détenues par l'employeur (C. trav., art. L. 1454-14) – Discrimination syndicale – Panel comparatif de salariés.

Conseil de prud'hommes de Bayonne (Conciliation – Départ.) 2 décembre 2010 397

Référé – Art. 145 CPC – Preuve avant tout procès – Contestation sérieuse – Référé prud'homal (oui) – Production d'éléments de fait (oui) – Discrimination syndicale – Panel comparatif de salariés.

Conseil de prud'hommes de Metz (référé) 20 janvier 2011 .. 400

Bureau de jugement en la forme des référés – Droit d'alerte des délégués du personnel – Mesures d'instruction (oui) – Production d'éléments de fait (oui) – Discrimination syndicale – Panel comparatif de salariés.

Conseil de prud'hommes de Cannes (Ind. - Départ.) 9 septembre 2010 402

Transfert d'entreprise – Effets sur les contrats de travail – Sélection – Entretiens d'évaluation – Discrimination syndicale – Refus d'embauche – Dommages et intérêts à la fédération syndicale.

Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 2) 26 mai 2011 564

Condition – Entreprise de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus de l'organisation syndicale – Condition restrictive créant une discrimination entre syndicats représentatifs (art. 11 et 14 CESDH).

Tribunal d'instance d'Orléans, 23 mai 2011 664

Discrimination – Preuve (deux espèces) – Existence d'un motif économique justifiant la rupture du contrat de travail – Élément justifiant la mise à l'écart de l'allégation de discrimination (non) –

Discrimination liée à l'exercice du droit de grève – Condition – Adhésion du salarié à un syndicat (non) (première espèce) – Nécessité d'une comparaison (non) – Absence de fourniture de travail par l'employeur – Manquement (deuxième espèce).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2011 . 669

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2011 670

Transaction – Portée – Obstacle à une action prud'homale – Condition – Identité d'objet – Transaction indemnisant de la rupture du contrat de travail – Obstacle à une contestation de discrimination (non) – Ralentissement de carrière – Discrimination homophobe – Indemnisation.

Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 8) 10 mars 2011 686

Note **Sylvie Mess**, Conseillère prud'homme 689

Comité d'entreprise – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprise de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus de l'organisation syndicale – Condition restrictive créant une discrimination entre syndicats représentatifs – Article contraire à la Convention européenne sur les droits de l'Homme (art. 11 et 14) – Non-application de l'article L. 2324-2 du Code du travail.

Tribunal d'instance de Tours, 3 octobre 2011 735

Note **Maurice Cohen**, Docteur en droit, Directeur de la RPDS 738

Sécurité sociale – Prestations familiales – Conditions – Enfants étrangers – Régularité du séjour – Contradiction avec les articles 8 et 14 de la CESDH (non).

Cour de cassation (Ass. Plén.) 3 juin 2011 746

Note **Flor Tercero** et **Violène Vandelle**, Avocates au Barreau de Toulouse 746

DROIT ADMINISTRATIF (voir également Protection des représentants du personnel ; voir aussi Entreprises publiques)

Doctrine : Garantie des droits fondamentaux du salarié : Le point de vue d'un juge administratif, **Yves Struillou**, Conseiller d'Etat80

CHSCT – Experts – Désignation – Organisme soumis aux règles de la commande publique – Soumission du CHSCT à ces règles (non).

Tribunal de grande instance de Cahors (ord.) 13 octobre 2010 136

Note **Arnaud Mazières** 137

Doctrine : Réquisitions "stratégiques" et effectivité du droit de grève, par **Geneviève Koubi**, Professeur à l'Université Paris-8, CERSA et **Gilles J. Guglielmi**, Professeur à l'Université Paris-II, CERSA 153

Annexe : Grève – Réquisition – Intervention préfectorale – Entreprise privée – Conditions (trois espèces) – Stocks pétroliers de l'aéroport de Roissy – Ravitaillement des services publics (première espèce) – Instauration d'une activité normale de l'établissement – Atteinte au droit de grève (deuxième espèce) – Réquisition limitée en nombre – Activité exclusivement destinée à fournir un approvisionnement aux véhicules prioritaires (troisième espèce).

Première espèce : Conseil d'État (référé) 27 octobre 2010 156

Deuxième espèce : Tribunal administratif de Melun (référé) 22 octobre 2010 157

Troisième espèce : Tribunal administratif de Melun (référé) 25 octobre 2010 158

Document : Le Conseil d'Etat au secours de l'administration ! Communiqué commun CGT/Fédération CGT des Industries chimiques167

Licenciement pour motif économique – Appréciation du motif – Cadre – Secteur d'activité du groupe – Jugement de liquidation judiciaire faisant obstacle à l'examen du motif économique (non).

Tribunal Administratif de Grenoble 4 avril 2008 274

Note **Paul Darves-Bornoz** 274

Élections professionnelles – Convention et accord collectifs – Clause – Effectifs et électorat – Avenant de la convention collective des entreprises de nettoyage – Exclusion des salariés mis à disposition lors des élections dans l'entreprise utilisatrice – Illicéité (deux espèces) – Refus d'extension de l'avenant (première espèce) – Annulation de l'avenant (deuxième espèce).

Conseil d'État (1^{re} et 6^e ssr) 23 décembre 2010 324

Note **Pascal Rennes**325

Droit administratif du travail : Décisions sélectionnées et commentées par **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne :

Elections professionnelles – Travailleurs mis à disposition – Effectifs, électoral et éligibilité – Convention et accord collectifs – Extension (non) – Refus motivé par l'illégalité des stipulations.

Conseil d'Etat, 23 décembre 2010 336

Syndicat professionnel – Représentativité syndicale – Audience – Cadre d'appréciation.

Conseil d'Etat, 11 octobre 2010 337

Protection des représentants du personnel – Licenciement disciplinaire – Annulation de l'autorisation administrative – Reprise de la procédure de licenciement – Prescription – Connaissance des faits fautifs.

Conseil d'Etat, 15 décembre 2010 340

Protection des représentants du personnel – Licenciement – Procédure préalable – Portée utile de l'entretien préalable au licenciement.

Conseil d'Etat, 7 juillet 2010 340

Protection des représentants du personnel – Licenciement – Faits relevant de la vie privée.

Conseil d'Etat, 15 décembre 2010 341

Syndicats professionnels – Fonctionnement – Subvention d'une collectivité territoriale – Condition – Existence d'un intérêt public local (non) – Fonctionnement courant du syndicat.

Conseil d'Etat (3^e et 8^e sous-sections réunies) 16 février 2011 393

Note **Jean-Louis Vasseur**, Avocat au Barreau de Paris 394

Doctrine : Conflits sociaux et réquisition : Finalité et modalités du contrôle exercé par le juge administratif, par **Yves Struillou**, Conseiller d'Etat 485

Doctrine : Conflits sociaux et réquisitions : la défense syndicale face aux réquisitions préfectorales, par **Fabienne Leconte**, Avocate au Barreau de Nantes 499

Doctrine : Réquisitoires contre les réquisitions : le Conseil d'Etat face aux normes de l'OIT, par **Anne Braun**, Conseillère fédérale DLAJ, Docteur en droit, et **Agathe Gentilhomme**, Elève avocate, Master 2 Droit et pratique des relations du travail 507
Annexe : Exercice du droit de grève en fonction des secteurs d'activités, **Pierre Coutaz**, Conseiller confédéral 516

Tribunaux – Litige entre une Caisse de Sécurité sociale et un professionnel de santé – Rapports de droit privé – Exercice de prérogatives de puissance publique – Soumission de prescriptions médicales à un accord préalable – Compétence de la juridiction administrative.

Conseil d'Etat (1^{re} et 6^e sss) 4 mai 2011 525

Note **Anne-Sophie Ginon**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense (IRERP EAC CNRS)..... 526

Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché public de nettoyage – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Transmission des informations du sortant à l'entrant – Rétention d'informations – Masse salariale à reprendre – Donneur d'ordre détenant ou étant en mesure d'obtenir communication des informations – Rôle – Obligation de transmission à l'ensemble des entreprises candidates à la reprise du marché – Transmission contraire au secret des affaires (non).

Conseil d'Etat (7^e/2^e sss) 19 janvier 2011 570

Note **Arnaud Mazières** 544

Doctrine : La galère des "vacataires" d'enseignement supérieur, par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 650

Fonctionnaires et agents publics – Non-titulaires – Vacataires de l'enseignement supérieur – Qualification.

Tribunal administratif de Strasbourg 30 août 2011 671

Note **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 672

Droit administratif du travail - Décisions sélectionnées et commentées par **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne :

Syndicat professionnel – Représentativité – Organisation d'employeurs – Critères – Indépendance.

Conseil d'Etat (1^{re}/6^e sss), 2 mars 2011 752

Protection des représentants du personnel – Licenciement – Perte d'un titre légalement exigé pour exercer une profession.

Conseil d'Etat (4^e/5^e sss), 15 décembre 2010 754

Protection des représentants du personnel – Licenciement – Inaptitude physique – Obligation de reclassement.

Conseil d'Etat (4^e/5^e sss), 7 avril 2011 755

Protection des représentants du personnel – Licenciement – Procédure – Consultation du comité d'entreprise – Nouveau mandat en cours de procédure de licenciement – Incidence – Nouvelle consultation.

Conseil d'Etat (4^e/5^e sss), 9 février 2011 756

Conseiller prud'homme – Mandat – Manquement grave – Condamnation pénale pour discrimination syndicale – Déchéance.

Conseil d'Etat (6^e/1^{re} sss), 20 mai 2011 757

DROIT D'EXPRESSION DES SALARIÉS

Doctrine : La liberté d'expression au travail, par **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université Paris-Ouest-Nanterre La Défense 53

DROIT DISCIPLINAIRE

Doctrine : La liberté religieuse sur les lieux de travail publics et privés, **Claire Brice-Delajoux**, Maître de conférences en droit public à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 58

Doctrine : Garantie des droits fondamentaux du salarié : éléments de jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation, **Alexandre Linden**, Conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation 73

Doctrine : Réflexions sur les garanties concrètes des droits fondamentaux au travail, **Christian Said**, Avocat au Barreau d'Evry, ancien bâtonnier 92

Doctrine : Obligation de sécurité pesant sur le salarié : ombre et lumière jurisprudentielles, par **Harold Kobina Gaba**, Maître de conférences de droit privé à l'Université du Havre 114

Conseils de prud'hommes – Bureau de conciliation – Pouvoirs – Charge de la preuve – Licenciement pour faute grave – Préalable de communication des pièces par l'employeur.

Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 29 mars 2011 362

Note **Daniel Derupt**, Conseiller prud'homme 362

Contrat de travail – Responsabilité pécuniaire du salarié envers l'entreprise – Condition – Faute lourde.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 467

Doctrine : Faute grave et contrôle de la Cour de cassation : panorama de jurisprudences récentes, par **Catherine Bottin-Vaillant**, Avocate au Barreau de Lyon 601

Annexes : Licenciement pour motif personnel – Motif tiré de la vie personnelle – Trouble causé dans l'entreprise – Sanction disciplinaire (non) – Polémique médiatique.

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2011 . 605

Licenciement pour motif personnel – Motif tiré de la vie personnelle – Voie disciplinaire (non) – Exception – Manquement à une obligation découlant du contrat de travail – Caractérisation – Suspension ou retrait du permis de conduire (non).

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2011 . 606

1^o Licenciement pour motif personnel – Droit disciplinaire – Etat d'ébriété sur le lieu de travail – Faute grave (non) – Ancienneté du salarié, absence d'antécédent et du trouble dans l'entreprise.

2^o Convention et accord collectifs – Egalité de traitement – Respect – Salariés travaillant dans des établissements différents.

Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2011 . 607

PROCÉDURE

Exercice – Conditions – Inscription préalable au règlement intérieur de l'entreprise – 1^o Sanction – 2^o Mise à pied – Durée maximale.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2010 181

Note **Sylvie Mess**, Conseillère prud'homme 181

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL

Rémunération – Salaire minimum – Détermination – Temps de pause rémunéré – Inclusion dans l'assiette – Condition – Pause devant être qualifiée de temps de travail effectif – Défaut – Conséquences – Infraction pénale.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 février 2011 385

Note **Michel Desrués** 385

Syndicats professionnels – Délégué syndical – Exercice du mandat – Sanction disciplinaire – Utilisation de la messagerie électronique – Invitation d'un militant syndical extérieur – Affichage des communications syndicales – Délits d'entrave et de discrimination constitués.

Tribunal de Grande Instance de Nanterre (17^e Ch. corr.), 15 octobre 2010 388
Note **Pascal Rennes** 390

Harcèlement moral – Syndicat professionnel – Action en justice – Recevabilité

Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 mars 2011 676
Note **Philippe Gautier**, Défenseur syndical, Union locale CGT de Nantes 677

Conseil de prud'hommes – Mandat – Manquement grave – Condamnation pénale pour discrimination syndicale – Déchéance.

Conseil d'État (6^e/1^{er} srr), 20 mai 2011 757
Observations **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne 758

Doctrine : Détachement, mise à disposition, déplacement de travailleurs, prêt de main d'œuvre : what else ?, par **Fabienne Muller**, Directrice de l'Institut du travail, Centre du droit de l'entreprise, Université de Strasbourg 447

DROIT SOCIAL GÉNÉRAL

Document : Audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation, discours de **Jean-Louis Nadal**, Procureur général près la Cour de cassation 168

Colloque du SAF : **La réparation intégrale : pour ne pas être victime deux fois** :

Doctrine : Trois définitions pour introduire une réflexion sur la réparation intégrale, par **Evelyne Serverin**, Directeur de recherche au CNRS, IRERP, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, Chercheur au Centre d'études de l'emploi 226

Doctrine : Les principes du droit civil de la réparation de l'entier préjudice appliqués aux rapports de travail, par **Marianne Keller**, Maître de conférences émérite à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne 234

Doctrine : Ça ira mieux demain... ! Pour agrandir la brèche dans la forfaitisation des préjudices des accidentés du travail, par **Rachel Saada**, Avocate au Barreau de Paris 261

Doctrine : La faute inexcusable, Achille et la tortue, par **Jean-Paul Teissonnière**, Avocat au Barreau de la Seine-Saint-Denis 265

Doctrine : Le sort des victimes d'accident du travail hors de France : quels enseignements en droit comparé ?, par **Morane Keim-Bagot**, ATER, Université de Strasbourg, Présidente de formation, TCI Strasbourg 268

Doctrine : La question prioritaire de constitutionnalité, un an après : retour sur une superproduction juridique, par **Alain Pariente**, Maître de conférences en droit public, CERDARE, Université Montesquieu - Bordeaux IV 297

Hommage à Marcel David, par **Bernard Thibault**, Secrétaire général de la CGT 697

DROIT SOCIAL EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

Doctrine : Propos introductifs : L'affirmation et l'invocation des droits fondamentaux individuels et collectifs au travail, **Michèle Bonnechère**, Professeur à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 2
Annexe aux propos introductifs 9

Doctrine : Travail et droit à un environnement sain, **Claire Vial**, Professeur de droit public à l'Université d'Evry-Val d'Essonne - Centre de recherches Léon-Duguit (EA 4107) 28

Doctrine : Obligation de sécurité pesant sur le salarié : ombre et lumière jurisprudentielles, par **Harold Kobina Gaba**, Maître de conférences de droit privé à l'Université du Havre 114

Doctrine : L'attraction de la loi du lieu d'exécution dans la relation de travail internationale, par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de Conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux 4, Chercheur au centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (comptasec), UMR CNRS 5114, Membre de l'Institut du travail de Bordeaux 123

Annexe : Contrat de travail – Loi applicable – 1^o Détermination – Loi choisie par les parties – Limites – Convention de Rome du 19 juin 1980 (art. 6 § 1) – Dispositions impératives de la loi applicable à défaut de choix – Loi du lieu d'accomplissement habituel du travail – Exception – Liens plus étroits avec un autre pays – Charge de la preuve 2^o Effets – Loi française applicable – a) Application emportant celle des conventions collectives qui en font partie – b) Travailleurs privés d'emploi - Remboursement aux Assedic – Condamnation de l'employeur.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2010 127

Doctrine : Avènement de l'espérance légitime ou fin de la rétroactivité ? (les lois de validation rétroactive bousculées par le droit européen), par **Barbara Palli**, Maître de conférences à l'Université de Metz 215

Annexe : 1^o Convention européenne des droits de l'Homme – Premier Protocole additionnel (article 1^{er}) – Protection de la propriété – Droit au respect de ses biens – Espérance légitime de paiement de rappels de salaires – Restrictions – Exigences de l'intérêt général – Appréciation – Office du juge.

2^o Temps de travail – Réduction – Accord collectif – Garantie de maintien de rémunération – Compléments différentiels de salaires – Demande en paiement postérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 17 janvier 2003 – Recevabilité – Conditions – Détermination.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 novembre 2010 218

Doctrine : De la portée limitée de l'interdiction des discriminations liées à l'âge : une indemnité de licenciement peut être plafonnée selon un critère d'âge (Cass. Soc. 17 novembre 2010), par **Mélanie Schmitt**, Maître de conférences HDR, Université de Strasbourg 219

Annexe : Discrimination – Mise à la retraite - Discrimination fondée sur l'âge – 1^o Justifications – Objectif légitime – Moyens appropriés et nécessaires – Contrôle (deux espèces) – 2^o Directive n^o 2000/78 CE du 27 novembre 2000 – Application directe dans les rapports entre particuliers (deuxième espèce).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 novembre 2010 223

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2010 225

Doctrine : La discrimination en fonction de l'âge en droit communautaire : aperçu de la jurisprudence récente de la Cour de justice de l'Union européenne, par **Francis Meyer**, Maître de conférences, Institut du travail, Université de Strasbourg 350

Transports maritimes – Temps de travail – Encadrement – Convention OIT n^o 180 – Application – Capitaine de navires – Exclusion (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 467

Note **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences, Université de Bordeaux 1, Membre du COMPTASEC, UMR CNRS n^o 5114 (Université de Bordeaux IV) 467

Doctrine : La mise à l'écart de la loi française et l'obligation de reclassement du salarié détaché dans une filiale étrangère : finalisation d'un revirement, par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Chercheur au centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (comptasec), UMR CNRS 5114, Membre de l'Institut du travail de Bordeaux 480
Annexe : Licenciement – Détachement et expatriation – Licenciement par une filiale étrangère – Obligation de rapatriement et de reclassement de la société-mère – 1^o Condition – Contrat avec la filiale soumis au droit local – Caractère indifférent – 2^o Non-respect – Absence de cause réelle et sérieuse.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mars 2011 484

Doctrine : Réquisitoires contre les réquisitions : le Conseil d'Etat face aux normes de l'OIT, par **Anne Braun**, Conseillère confédérale DLAJ, Docteur en droit, et **Agathe Gentilhomme**, Elève avocate, Master 2 Droit et pratique des relations du travail 507
Annexe : Exercice du droit de grève en fonction des secteurs d'activités, **Pierre Coutaz**, Conseiller confédéral 516

Comité d'entreprise – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprise de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus de l'organisation syndicale – Condition restrictive créant une discrimination entre syndicats (art. 11 et 14 CESDH).

Tribunal d'instance d'Orléans, 23 mai 2011 664

Licenciement – Absence d'institutions représentatives du personnel – Défaut de procès-verbal de carence – Préjudice causé au salarié – Indemnisation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2011 677

Avis de **Bernard Aldigé**, Avocat général à la Cour de cassation .. 678

Note **Christophe Saltzmann**, Élève avocat, Chargé d'enseignement à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense 680

Doctrine : Salariés ineffectifs - A propos du jugement du Tribunal d'instance de Marseille du 7 juillet 2011, par **Jérôme Porta**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre, Membre de l'IRERP 714

Annexe : Libertés et droits fondamentaux – Participation des travailleurs à la détermination collective des conditions de travail – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Contrariété avec le droit communautaire – Inapplicabilité du droit interne – Désignation d'un RSS – Validité (oui) – Concomitance d'un licenciement – Fraude (non).

Tribunal d'instance de Marseille 7 juillet 2011 720

Comité d'entreprise – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprise de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus de l'organisation syndicale – Condition restrictive créant une discrimination entre syndicats représentatifs – Article contraire à la Convention européenne des droits de l'Homme (art. 11 et 14) – Non-application de l'article L. 2324-2 du Code du travail.

Tribunal d'instance de Tours, 3 octobre 2011 735

Note **Maurice Cohen**, Docteur en droit, Directeur de la RPDS 738

Sécurité sociale – Prestations familiales – Conditions – Enfants étrangers – Régularité du séjour – Contradiction avec les articles 8 et 14 de la CESDH (non).

Cour de cassation (Ass. Plén.) 3 juin 2011 746

Note **Flor Tercero** et **Violène Vandelle**, Avocates au Barreau de Toulouse 746

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE (voir également Discriminations)

Contrat de travail – Journaliste pigiste – Collaborateur régulier – Égalité de traitement – Requalification en temps plein.

Conseil de prud'hommes de Boulogne Billancourt (sect. Encadr.) 8 octobre 2009 141

Note **Sylvain Roumier** et **Rachel Spire**, Avocats au Barreau du Val d'Oise 143

Document : « Avantages catégoriels » : le point de vue de la CGT, par **Jean-François Bolzinger**, secrétaire général adjoint de l'UGICT-CGT, **Ghislaine Hoareau**, conseillère confédérale, et **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT-CGT 305

Convention et accord collectifs – Égalité de traitement – Respect – Salariés travaillant dans des établissements différents.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2011 607

Égalité de traitement – Avantages issus d'un accord collectif – Attribution – Réserve à une catégorie de personnel – Conditions – Raisons objectives – Contrôle du juge (deux espèces).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2011 ... 618

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2011 . 619

Note **Karim Hamoudi** 620

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES (voir également Unité économique et sociale)

EFFECTIFS

Doctrine : Salariés ineffectifs - A propos du jugement du Tribunal d'instance de Marseille du 7 juillet 2011, par **Jérôme Porta**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre, Membre de l'IRERP 714

Annexe : Libertés et droits fondamentaux – Participation des travailleurs à la détermination collective des conditions de travail – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Contrariété avec le droit communautaire – Inapplicabilité du droit interne – Désignation d'un RSS – Validité (oui) – Concomitance d'un licenciement – Fraude (non).

Tribunal d'instance de Marseille 7 juillet 2011 720

ÉLECTORAT - ÉLIGIBILITÉ

Convention et accord collectifs – Clause – Effectifs et électoralat – Avenant de la convention collective des entreprises de nettoyage – Exclusion des salariés mis à disposition lors des élections dans l'entreprise utilisatrice – Illicéité (deux espèces) – Refus d'extension de l'avenant (première espèce) – Annulation de l'avenant (deuxième espèce).

Première espèce : Conseil d'État (1^{re} et 6^e ssr) 23 décembre 2010 324

Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (1^{re} ch. sect. soc.) 9 février 2010 324

Note **Pascal Rennes** 325

Travailleurs mis à disposition – Effectifs, électoralat et éligibilité – Convention et accord collectifs – Extension (non) – Refus motivé par l'illicéité des stipulations.

Conseil d'Etat, 23 décembre 2010 336

Note **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne 336

Éligibilité – Travailleurs mis à disposition – Mandats DP et CE exercés respectivement dans l'une et l'autre entreprise.

Tribunal d'instance de Poitiers 25 novembre 2010 370

Note **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT-CGT 371

PROTOCOLE ÉLECTORAL ET MODALITÉS

Journalistes – Syndicat catégoriel – Représentativité – Appréciation – Collège électoral – Création d'un collège spécifique (deux espèces) – Condition – Unanimité (non) (première espèce) – Regroupement de journalistes dans un même collège (deuxième espèce).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 . 373

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 374

Note **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT-CGT 374

Élections professionnelles – Dépôt de la liste de candidats – Délégué syndical – Nécessité d'un mandat spécial délivré par l'organisation syndicale.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 juin 2011 622

Note **Pascal Rennes** 622

Élections professionnelles – Déroulement du vote – Présence d'un militant syndical extérieur à l'entreprise – Preuve des irrégularités dans le déroulement du vote – Constat d'huissier – Salariés illettrés – Élections validées.

Tribunal d'Instance de Pontoise 18 février 2011 623

Note **Agathe Gentilhomme**, Master 2 Droit et pratique des relations du travail 624

DIVERS

Licenciement – Absence d'institutions représentatives du personnel – Défaut de procès-verbal de carence – Préjudice causé au salarié – Indemnisation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2011 677

Avis de **Bernard Aldigé**, Avocat général à la Cour de cassation .. 678

Note **Christophe Saltzmann**, Élève avocat, Chargé d'enseignement à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense 680

EMPLOI (voir également Licenciement pour motif économique)

Doctrine : La remise en état, seule sanction du non-respect de l'information-consultation du Comité d'entreprise (Raffinerie des Flandres), par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy 104
Annexe : 1^o Comités d'entreprise – Attributions économiques – Information consultation – Fermeture d'un site de production – Mise au chômage technique du personnel (deux espèces) – Fermeture provisoire dissimulant un arrêt définitif de la production – Reprise de l'activité ordonnée sous astreinte (première espèce) – Consultation

tardive – Indemnisation (deuxième espèce). 2° Ruptures du contrat de travail – Départs volontaires – Consultation du CE – Etablissement d'un PSE – Contenu – Catégories professionnelles (non) – Reclassement interne (non) – Ordre des licenciements (non).

Première espèce : Cour d'appel de Douai (14^{ème} ch.) 30 juin 2010 109
Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (2^e ch.) 22 octobre 2010 112

Comité d'entreprise – Consultation – Gestion des sureffectifs – Salariés en inactivité chargés de leur propre reclassement.

Tribunal de grande instance de Metz (référé) 14 septembre 2010 134

Départs volontaires – Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) – Contenu – Catégories de personnel concernées – Reclassement interne.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2010 148
 Note **Isabelle Meyrat** 148

Conventions et accords collectifs – Application – Organisation du travail et emploi – Nombre d'opérateurs par machine – Respect de l'accord.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2010 280

Doctrine : Restructurations, risques psychosociaux et CHSCT : remède sur ordonnance, par **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Nancy Université (Institut Régional du Travail, CERIT-IFG) 345
 Annexe : CHSCT – Consultation – Restructuration – Condition – Modification des conditions de santé des travailleurs – Non-respect – Suspension du projet patronal.

Tribunal de grande instance de Toulouse (référé) 3 février 2011 349

Comité d'entreprise – Droit d'alerte – Exercice – Situation ne concernant qu'un établissement – Compétence – Comité central d'entreprise.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 359

EMPLOYEUR (voir Contrat de travail - Définition du rapport salarial ; voir Transfert d'entreprise)

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Contrat de travail – Créance salariale – Exécution d'une décision prud'homale – Obstacle – Dissolution amiable de la société employeur – Liquidateur – Responsabilité.

Cour d'appel de Paris (Pôle 5 - Ch. 8) 22 juin 2010 139
 Note **Arnaud Mazières** 140

Licenciement pour motif économique – Entreprise en difficulté – Liquidation judiciaire – 1^{er} Représentation de la société – 2^o Co-employeur – Autre société du groupe – Confusion d'activités, d'intérêt et de direction – Condamnation solidaire.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2010 187
 Note **Paul Darves-Bornoz** 189

Doctrine : Des différentes causes d'évaporation des sommes allouées par les juges : le salarié face aux AGS, au Pôle emploi et au Trésor public, par **David Métin**, Avocat au Barreau de Versailles 254
 Annexe : Chomage - Allocation d'assurance - Remboursement aux ASSÉDIC - Exclusion - Licenciement nul.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2009 260

Licenciement pour motif économique – Appréciation du motif – Cadre – Secteur d'activité du groupe (deux espèces) – Cessation d'activité de la société – Co-emploi (première espèce) – Jugement de liquidation judiciaire faisant obstacle à l'examen du motif économique (non) (deuxième espèce).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 273

Deuxième espèce : Tribunal Administratif de Grenoble 4 avril 2008 274
 Note **Paul Darves-Bornoz** 274

ENTREPRISES PUBLIQUES

Comité d'entreprise – Consultation sur une réorganisation – Irrégularité – Contestation – Compétence juridictionnelle – Décision portant sur l'organisation du service public – Compétence de l'ordre administratif.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2011 183
 Note **Michel Desrués**, Défenseur syndical 183

Entreprises publiques – Organisation de la médecine du travail – Caractère dérogatoire – Décret spécifique annulé par le Conseil d'Etat – Application du Code du travail.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2010 194
 Note **Bernard Augier**, Membre du Conseil supérieur de la Prud'homie 195

Doctrine : Le personnel des organismes de Sécurité sociale : entre droit du travail et droit de la Sécurité sociale, par **Thierry Tauran**, Maître de conférences à l'Université Paul Verlaine de Metz 409

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

Doctrine : Mobilité et respect de la vie privée et familiale, **Sylvie Joubert**, Maître de conférences à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 47

Doctrine : La galère des "vacataires" d'enseignement supérieur, par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 650

Fonctionnaires et agents publics – Non-titulaires – Vacataires de l'enseignement supérieur – Qualification.

Tribunal administratif de Strasbourg 30 août 2011 671
 Note **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 672

FORMATION PROFESSIONNELLE

Contrats aidés – Contrat de professionnalisation – Exécution – Absence de délivrance de formation pratique par l'employeur – Conséquence – Requalification.

Conseil de prud'hommes de Nanterre (Act. div.) 17 septembre 2010 318
 Note **Nathalie Bizot** 320

GREVE

MODALITÉS

Occupation des locaux par les salariés - Modalités illicites (non) (deux espèces) – Fermeture du site décidée par l'employeur sans information ni consultation préalable des institutions représentatives – Trouble manifestement illicite (première espèce) – Obstacle à la circulation des marchandises – Absence d'entrave à la liberté du travail (deuxième espèce).

Première espèce : 1) Cour d'appel de Riom (Ch. Soc. - Référé) 8 décembre 2009 626

2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2011 627

Deuxième espèce : Cour d'appel de Lyon (8^e ch. - Référé) 27 juin 2011 628

Note **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy 629

PROTECTION

Doctrine : Travailleurs sans papiers: un droit de grève « bridé » ?, **Serge Slama**, Maître de conférences en droit public à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne, Centre Léon Duguit, et CREDOF Paris-Ouest-Nanterre 65

Contrat à durée déterminée – Requalification – Obstacle juridique à la rupture du contrat de travail – Grève – Nullité de la rupture – Réintégration.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2011 317
 Note **Jean-Marc Saglier**, Conseiller prud'homme 317

Travail temporaire – Conditions de recours – Limites – Remplacement de grévistes – Présence d'intérimaires antérieure au mouvement de grève – Augmentation de l'amplitude horaire – Caractère illicite (oui).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 469
 Note **Romain Marié**, Maître de conférences, université Nancy 2, Membre de l'équipe de recherches Droit et changement social UMR CNRS 6028, Université de Nantes 470

Discrimination – Preuve – Existence d'un motif économique justifiant la rupture du contrat de travail – Élément justifiant la mise à l'écart de l'allégation de discrimination (non) – Discrimination liée à l'exercice du droit de grève – Condition – Adhésion du salarié à un syndicat (non).
Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2011 669

RESPONSABILITÉS

Mouvement d'occupation des locaux d'une organisation patronale – Travailleurs sans papiers – Soutien apporté par le syndicat – Soutien engageant sa responsabilité civile (non).
Tribunal de grande instance de Paris 7 juin 2011 674

RÉQUISITION - SERVICE MINIMUM

Doctrine : Réquisitions "stratégiques" et effectivité du droit de grève, par **Geneviève Koubi**, Professeur à l'Université Paris-8, CERSA et **Gilles J. Guglielmi**, Professeur à l'Université Paris-II, CERSA 153
 Annexe : Grève – Réquisition – Intervention préfectorale – Entreprise privée – Conditions (trois espèces) – Stocks pétroliers de l'aéroport de Roissy – Ravitaillement des services publics (première espèce) – Instauration d'une activité normale de l'établissement – Atteinte au droit de grève (deuxième espèce) – Réquisition limitée en nombre – Activité exclusivement destinée à fournir un approvisionnement aux véhicules prioritaires (troisième espèce).

Première espèce : Conseil d'État (référé) 27 octobre 2010 156
Deuxième espèce : Tribunal administratif de Melun (référé) 22 octobre 2010 157
Troisième espèce : Tribunal administratif de Melun (référé) 25 octobre 2010 158

Documents : Le Conseil d'Etat au secours de l'administration ! Communiqué commun CGT/Fédération CGT des Industries chimiques 167

Doctrine : Conflits sociaux et réquisition : Finalité et modalités du contrôle exercé par le juge administratif, par **Yves Struillou**, Conseiller d'Etat 485

Doctrine : Conflits sociaux et réquisitions : la défense syndicale face aux réquisitions préfectorales, par **Fabienne Leconte**, Avocate au Barreau de Nantes 499

Doctrine : Réquisitoires contre les réquisitions : le Conseil d'Etat face aux normes de l'OIT, par **Anne Braun**, Conseillère confédérale DLAJ, Docteur en droit, et **Agathe Gentilhomme**, Elève avocate, Master 2 Droit et pratique des relations du travail 507
 Annexe : Exercice du droit de grève en fonction des secteurs d'activités, **Pierre Coutaz**, Conseiller confédéral 516

HARCELEMENT MORAL (voir aussi CHSCT)

Doctrine : Lutte contre le harcèlement moral et la violence au travail: le rôle du médecin du travail, **Chantal Moutet-Krebs**, Médecin du travail 18

Harcèlement – Charge de la preuve – Contestation de faits établis par le salarié – Pouvoir du juge – Présence du salarié dans l'entreprise – Caractère inopérant.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 janvier 2011 214

Syndicat professionnel – Action en justice – Recevabilité.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 mars 2011 676
 Note **Philippe Gautier**, Défenseur syndical, Union locale CGT de Nantes 677

HEURES SUPPLÉMENTAIRES (voir Temps de travail)

HYGIENE ET SÉCURITÉ (voir aussi Santé au travail)

Doctrine : Obligation de sécurité pesant sur le salarié : ombre et lumière jurisprudentielles, par **Harold Kobina Gaba**, Maître de conférences de droit privé à l'Université du Havre 114

Contrat de travail – Exécution – Obligation de sécurité de résultat – Manquement – Conduite d'un véhicule en l'absence de formation obligatoire – Préjudice.

Cour d'appel d'Amiens (5^e ch. A) 14 septembre 2010 277
 Note **Laure Daviau**, Avocate au Barreau de Marseille 279

Externalisation – Risques psycho-sociaux et risques techniques – Santé et sécurité des travailleurs compromise – Action syndicale en justice – Annulation de l'opération sous astreinte.

Tribunal de grande instance de Paris, 5 juillet 2011 633
 Note **Maurice Cohen**, Docteur en droit, Directeur de la RPDS 637

INAPTITUDE

Inaptitude – Discrimination et harcèlement antisyndical.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 145

Cause – Comportement fautif de l'employeur – Conséquences – a) Licenciement privé de cause réelle et sérieuse – b) Préjudice distinct lié à la détérioration de l'état de santé.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 587

Prévoyance – Invalidité – Licenciement pour inaptitude – Bénéfice du régime de prévoyance – Changement d'employeur – Pertes de bénéfice – Défaut d'information du salarié sur l'incidence du changement – Manquement à l'obligation d'information – Effet – Perte de chance – Indemnisation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 mai 2011 597
 Note **Anne-Sophie Ginon**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense (IRERP EAC CNRS) 597

Licenciement pour motif personnel – Inaptitude suite à un accident du travail – Reclassement – 1^o Refus du salarié des postes proposés – Conditions – 2^o Avis des délégués du personnel – Mandat – Point de départ.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mai 2011 741
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 742

Protection des représentants du personnel – Licenciement – Inaptitude physique – Obligation de reclassement.

Conseil d'État (4^e/5^e srr), 7 avril 2011 755
 Observations **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne 755

INSPECTION DU TRAVAIL

Doctrine : L'inspection du travail et les droits fondamentaux sur les lieux de travail, **Paul-Eric Dross**, Inspecteur du travail détaché comme ATER à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 87

INTÉRESSEMENT

(voir Salaires, rémunérations)

JOURNALISTES (voir Statuts particuliers)

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX (voir aussi Grève)

Doctrine : Le respect des droits fondamentaux sur les lieux de travail - Actes du colloque, Université d'Evry, 28 mai 2010.

I. Les droits fondamentaux au travail et le droit à la santé, à la sécurité, à un environnement sain

Propos introductifs : L'affirmation et l'invocation des droits fondamentaux individuels et collectifs au travail, **Michèle Bonnechère**, Professeur à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 2
 Annexe aux propos introductifs 9

Le respect des droits fondamentaux sur les lieux de travail, **Nicolas Sandret**, Médecin-Inspecteur du travail 12

Lutte contre le harcèlement moral et la violence au travail: le rôle du médecin du travail, **Chantal Moutet-Krebs**, Médecin du travail 18
 Génétique et emploi, **Carole Girault**, Maître de conférences à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 22

Travail et droit à un environnement sain, **Claire Vial**, Professeur de droit public à l'Université d'Evry-Val d'Essonne - Centre de recherches Léon-Duguit (EA 4107) 28

La prévention des risques psychosociaux. L'exemple de la SNCF ou la trajectoire d'une entreprise, **François Wallach**, Chef du département prévention et santé au travail de la SNCF 33

II. Respect de la vie privée et familiale

Le droit du temps de travail à la lumière des droits fondamentaux de la personne, **Michel Miné**, Professeur de droit du travail au CNAM, Lise/Cnam/Cnrs 40

Mobilité et respect de la vie privée et familiale, **Sylvie Joubert**, Maître de conférences à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 47

III. Liberté d'expression, action collective

La liberté d'expression au travail, **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université Paris-Ouest-Nanterre La Défense 53

La liberté religieuse sur les lieux de travail publics et privés, **Claire Brice-Delajoux**, Maître de conférences en droit public à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 58

Travailleurs sans papiers: un droit de grève « bridé » ?, **Serge Slama**, Maître de conférences en droit public à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne, Centre Léon Duguit, et CREDOF Paris-Ouest-Nanterre ... 65

IV. Quelles garanties concrètes ?

Garantie des droits fondamentaux du salarié : éléments de jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation, **Alexandre Linden**, Conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation 73

Garantie des droits fondamentaux du salarié : Le point de vue d'un juge administratif, **Yves Struillou**, Conseiller d'Etat 80

L'inspection du travail et les droits fondamentaux sur les lieux de travail, **Paul-Eric Dross**, Inspecteur du travail détaché comme ATER à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 87

Réflexions sur les garanties concrètes des droits fondamentaux au travail, **Christian Said**, Avocat au Barreau d'Evry, ancien bâtonnier 92

Document : Audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation, discours de **Jean-Louis Nadal**, Procureur général près la Cour de cassation 168

Contrat de travail – Exécution – Mutation géographique – Pouvoir de direction de l'employeur – Droit de mener une vie personnelle et familiale – Atteinte.

Rémunération – Prime – Départ de l'entreprise en cours d'année – Paiement prorata temporis.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mars 2011 367

Note **Alexia Gardin**, Maître de conférences à l'Université Nancy-II, CERIT-IFG 367

Externalisation – Risques psycho-sociaux et risques techniques – Santé et sécurité des travailleurs compromise – Action syndicale en justice – Annulation de l'opération sous astreinte.

Tribunal de grande instance de Paris, 5 juillet 2011 633

Note **Maurice Cohen**, Docteur en droit, Directeur de la RPDS 637

Licenciement – Absence d'institutions représentatives du personnel – Défaut de procès-verbal de carence – Préjudice causé au salarié – Indemnisation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2011 677

Avis de **Bernard Aldigé**, Avocat général à la Cour de cassation .. 678

Note **Christophe Saltzmann**, Élève avocat, Chargé d'enseignement à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense 680

Conclusions : La cessation de la fourniture de travail et du paiement des salaires en réponse à l'action en requalification du CDD : conséquences et sanction, par **Patrick Henriot**, Substitut général à la Cour d'appel de Paris 698

Annexe : Contrat à durée déterminée – Affectation à un emploi permanent correspondant à l'activité normale de l'entreprise – Emploi à temps partiel – Défaut d'écrit – Impossibilité de prévoir le rythme de travail – Requalification en CDI à temps plein – Effet – Réintégration (non) – Requalification postérieure à l'échéance du dernier CDD illicite – Rupture s'analysant en un licenciement sans cause réelle et sérieuse. Libertés et droits fondamentaux – Action en justice – Représailles de l'employeur – Rupture du contrat de travail – Atteinte à une liberté fondamentale – Nullité de la mesure – Réintégration.

Tribunaux – Prescription – Effets – Point de départ.

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Chambre 8) 15 septembre 2011 703

Doctrine : La nullité du licenciement décidé en représailles d'une action judiciaire en requalification de contrats à durée déterminée illicites (Cour d'appel de Paris 15 septembre 2011, *Syndicat CGT France Télévision c/ France 3*), par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 706

Doctrine : Salariés ineffectifs - A propos du jugement du Tribunal d'instance de Marseille du 7 juillet 2011, par **Jérôme Porta**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre, Membre de l'IRERP 714

Annexe : Libertés et droits fondamentaux – Participation des travailleurs à la détermination collective des conditions de travail – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Contrariété avec le droit communautaire – Inapplicabilité du droit interne – Désignation d'un RSS – Validité (oui) – Concomitance d'un licenciement – Fraude (non).

Tribunal d'instance de Marseille 7 juillet 2011 720

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE (voir également Ruptures du contrat de travail - voir également Emploi)

MOTIFS

Licenciement pour motif économique – Appréciation du motif – Cadre – Secteur d'activité du groupe (deux espèces) – Cessation d'activité de la société – Co-emploi (première espèce) – Jugement de liquidation judiciaire faisant obstacle à l'examen du motif économique (non) (deuxième espèce).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 273

Deuxième espèce : Tribunal Administratif de Grenoble 4 avril 2008 274

Note **Paul Darves-Bornoz** 274

Ruptures du contrat de travail – Rupture conventionnelle – Licéité – Existence d'un différend entre les parties – Conséquence – Rupture amiable du contrat (non) – Requalification – Licenciement illicite (trois espèces) – Réorganisation de l'entreprise pour motif économique – Incompatibilité avec la rupture conventionnelle (deuxième espèce).

Première espèce : Conseil de prud'hommes de Rambouillet (Comm.) 18 novembre 2010 329

Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Bordeaux (Industrie - Département) 21 janvier 2011 331

Troisième espèce : Conseil de prud'hommes de Valence (Industrie - Département) 25 novembre 2010 332

Note **Eladia Delgado**, Avocate au Barreau de Lyon 333

Maladie – Discrimination – Licenciement pour motif économique – Rupture concomitante au diagnostic d'un cancer – Prise en compte de l'état de santé – Nullité de la rupture – Réintégration – Indemnisation.

Cour d'appel de Versailles (11^e ch.) 14 décembre 2010 379

Note **Emmanuel Pardo**, Avocat au Barreau de Nice 382

Doctrine : La nullité d'une procédure de licenciement collectif pour défaut de motif économique (Commentaire de CA Paris, 12 mai 2011, *Viveo*), par **Antoine Lyon-Caen**, Directeur d'études à l'EHESS, Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense 537

Annexe : Licenciement pour motif économique – Licenciements collectifs – Consultation du comité d'entreprise – Examen du motif économique – Défaut de cause économique rejaillissant sur la procédure de licenciement – Nullité de la procédure.

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Chambre 2) 12 mai 2011 540

Cessation d'activité – Motif économique – Contrôle du juge - Légèreté blâmable – Prise en compte de la situation économique de l'entreprise.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} février 2011 584

Note **Anais Ferrer** 585

Discrimination – Preuve – Existence d'un motif économique justifiant la rupture du contrat de travail – Élément justifiant la mise à l'écart de l'allégation de discrimination (non) – Discrimination liée à l'exercice du droit de grève – Condition – Adhésion du salarié à un syndicat (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2011 669

LICENCIEMENTS INDIVIDUELS

procédure

Doctrine : La mise à l'écart de la loi française et l'obligation de reclassement du salarié détaché dans une filiale étrangère : finalisation d'un revirement, par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Chercheur au centre de droit

comparé du travail et de la Sécurité sociale (comptrasec), UMR CNRS 5114, Membre de l'Institut du travail de Bordeaux 480
 Annexe : Licenciement – Détachement et expatriation – Licenciement par une filiale étrangère – Obligation de rapatriement et de reclassement de la société-mère – 1° Condition – Contrat avec la filiale soumis au droit local – Caractère indifférent – 2° Non-respect – Absence de cause réelle et sérieuse.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mars 2011 484

CRP / convention de conversion

Obligation de reclassement – Effet – Date limite – Fin du délai de réflexion.
Cour d'appel de Toulouse (Ch. Soc.) 19 janvier 2011 377
 Note **Nathalie Bizot** 378

LICENCIEMENTS COLLECTIFS

Doctrine : La remise en état, seule sanction du non-respect de l'information-consultation du Comité d'entreprise (Raffinerie des Flandres), par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Anney 104
 Annexe : 1° Comités d'entreprise – Attributions économiques – Information consultation – Fermeture d'un site de production – Mise au chômage technique du personnel (deux espèces) – Fermeture provisoire dissimulant un arrêt définitif de la production – Reprise de l'activité ordonnée sous astreinte (première espèce) – Consultation tardive – Indemnisation (deuxième espèce). 2° Ruptures du contrat de travail – Départs volontaires – Consultation du CE – Etablissement d'un PSE – Contenu – Catégories professionnelles (non) – Reclassement interne (non) – Ordre des licenciements (non).

Première espèce : **Cour d'appel de Douai (14^{ème} ch.) 30 juin 2010** 109
Deuxième espèce : **Tribunal de grande instance de Nanterre (2^e ch.) 22 octobre 2010** 112

Rupture du contrat de travail – Départs volontaires – Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) – Contenu – Catégories de personnel concernées – Reclassement interne.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2010 148
 Note **Isabelle Meyrat** 148

Doctrine : Du nouveau du côté de l'UES ? (à propos de Cass. Soc. 16 novembre 2010), par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Anney 289
 Annexe : Licenciement pour motif économique – Licenciement collectif – Plan de sauvegarde de l'emploi – Mise en œuvre – Conditions – Appréciation – Cadre – Unité économique et sociale.

1) Cour d'appel de Grenoble 1^{er} juillet 2009 292
2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 novembre 2010 294

Doctrine : La rupture conventionnelle pour cause économique, par **Alain Chirez**, Professeur des Universités, Avocat honoraire au Barreau de Grasse 473

Annexe : Licenciement pour motif économique – Licenciement collectif – Nombre de salariés concernés – Appréciation – 1° Cadre – Unité économique et sociale – 2° Ruptures conventionnelles – Prise en compte – Condition – Processus de réduction des effectifs.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2011 478

Doctrine : La nullité d'une procédure de licenciement collectif pour défaut de motif économique (Commentaire de CA Paris, 12 mai 2011, *Viveo*), par **Antoine Lyon-Caen**, Directeur d'études à l'EHESS, Professeur à l'Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense 537

Annexe : Licenciement pour motif économique – Licenciements collectifs – Consultation du comité d'entreprise – Examen du motif économique – Défaut de cause économique rejaillissant sur la procédure de licenciement – Nullité de la procédure.
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Chambre 2) 12 mai 2011 540

Grève – Occupation des locaux par les salariés – Modalités illicites (non) – Fermeture du site décidée par l'employeur sans information ni consultation préalable des institutions représentatives – Trouble manifestement illicite (première espèce).

1) Cour d'appel de Riom (Ch. Soc. - Référé) 8 décembre 2009 626
2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2011 627
 Note **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Anney 629

LICENCIEMENT DES SALARIÉS PROTÉGÉS (voir Protection des représentants du personnel)

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL (voir également Ruptures du contrat de travail)

PROCÉDURE

Doctrine : La recherche de l'employeur : l'exemple de la délégation de pouvoir dans les SAS, par **Florence Maury**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Institut du travail de Bordeaux, IRDAP (Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine) 455

Annexe : Licenciement – 1° Formalités légales – Lettre de licenciement – Signature – Qualité du signataire (deux espèces) – Délégation de pouvoir – Délégation écrite – Nécessité (non) (première espèce) – Mandataire – Défaut de mandat – Ratification du licenciement – Possibilité par tout moyen (deuxième espèce) – 2° Société par actions simplifiée – Direction – Pouvoir de représentation à l'égard des tiers – Titulaires – Directeur général ou directeur général délégué – Délégation – Conditions – Délégation spéciale – Engagement ou licenciement des salariés de l'entreprise (deuxième espèce).

Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Mixte) 19 novembre 2010** 463

Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Mixte) 19 novembre 2010** 464

MOTIFS DE LICENCIEMENT

Doctrine : Garantie des droits fondamentaux du salarié : éléments de jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation, **Alexandre Linden**, Conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation 73

Doctrine : La mise à l'écart de la loi française et l'obligation de reclassement du salarié détaché dans une filiale étrangère : finalisation d'un revirement, par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Chercheur au centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (comptrasec), UMR CNRS 5114, Membre de l'Institut du travail de Bordeaux 480

Annexe : Licenciement – Détachement et expatriation – Licenciement par une filiale étrangère – Obligation de rapatriement et de reclassement de la société-mère – 1° Condition – Contrat avec la filiale soumis au droit local – Caractère indifférent – 2° Non-respect – Absence de cause réelle et sérieuse.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mars 2011 484

Doctrine : Faute grave et contrôle de la Cour de cassation : panorama de jurisprudences récentes, par **Catherine Bottin-Vaillant**, Avocate au Barreau de Lyon 601

Annexes : Licenciement pour motif personnel – Motif tiré de la vie personnelle – Trouble causé dans l'entreprise – Sanction disciplinaire (non) – Polémique médiatique.

Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2011** . 605
 Licenciement pour motif personnel – Motif tiré de la vie personnelle – Voie disciplinaire (non) – Exception – Manquement à une obligation découlant du contrat de travail – Caractérisation – Suspension ou retrait du permis de conduire (non).

Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2011** . 606
 1° Licenciement pour motif personnel – Droit disciplinaire – Etat d'ébriété sur le lieu de travail – Faute grave (non) – Ancienneté du salarié, absence d'antécédent et du trouble dans l'entreprise.

Troisième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2011** . 607

NULLITÉ

Doctrine : Garantie des droits fondamentaux du salarié : éléments de jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation, **Alexandre Linden**, Conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation 73

Discrimination – Activités syndicales – Licenciement – Réintégration.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2011 369

Conclusions : La cessation de la fourniture de travail et du paiement des salaires en réponse à l'action en requalification du CDD : conséquences et sanction, par **Patrick Henriot**, Substitut général à la Cour d'appel de Paris 698

Annexe : Contrat à durée déterminée – Affectation à un emploi permanent correspondant à l'activité normale de l'entreprise – Emploi à temps partiel – Défaut d'écrit – Impossibilité de prévoir le rythme de travail – Requalification en CDI à temps plein – Effet – Réintégration (non) – Requalification postérieure à l'échéance du dernier CDD illicite – Rupture s'analysant en un licenciement sans cause réelle et sérieuse. Libertés et droits fondamentaux – Action en justice – Représailles de l'employeur – Rupture du contrat de travail – Atteinte à une liberté fondamentale – Nullité de la mesure – Réintégration. Tribunaux – Prescription – Effets – Point de départ.

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Chambre 8) 15 septembre 2011 703

Doctrine : La nullité du licenciement décidé en représailles d'une action judiciaire en requalification de contrats à durée déterminée illicites (Cour d'appel de Paris 15 septembre 2011, *Syndicat CGT France Télévision c/ France 3*), par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 706

MALADIE

Maladie – Absences multiples et répétées – Absence de désorganisation de l'entreprise – Licenciement – Discrimination – Nullité de la rupture – Réintégration (deux espèces).

Première espèce : Cour d'appel de Nîmes (Ch. Soc.) 9 février 2010 191

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2010 194

Note **Bernard Augier**, Membre du Conseil supérieur de la Prud'homme 195

INAPTITUDE

Cause – Comportement fautif de l'employeur – Conséquences – a) Licenciement privé de cause réelle et sérieuse – b) Préjudice distinct lié à la détérioration de l'état de santé.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 587

Note **Tamar Katz** et **Adrien Brousse**, Avocats au Barreau de Paris 588

Reclassement – 1° Refus du salarié des postes proposés – Conditions – 2° Avis des délégués du personnel – Mandat – Point de départ. Temps de travail – Heures supplémentaires – Preuve – Production d'éléments suffisamment précis.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mai 2011 741

Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 742

INDEMNITÉS

Doctrine : Trois définitions pour introduire une réflexion sur la réparation intégrale, par **Evelyne Serverin**, Directeur de recherche au CNRS, IRERP, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, Chercheur au Centre d'études de l'emploi 226

Doctrine : Les principes du droit civil de la réparation de l'entier préjudice appliqués aux rapports de travail, par **Marianne Keller**, Maître de conférences émérite à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne 234

Doctrine : Echange sur le thème de la réparation intégrale du préjudice - "Quantum et tabous", par **Daniel Ravez**, Avocat au Barreau de Paris et **Agnès Zissmann**, Juge-Départiteur à Boulogne-Billancourt 247

Doctrine : Des différentes causes d'évaporation des sommes allouées par les juges : le salarié face aux AGS, au Pôle emploi et au Trésor public, par **David Métin**, Avocat au Barreau de Versailles 254

Annexe : Chômage – Allocation d'assurance – Remboursement aux ASSÉDIC – Exclusion – Licenciement nul.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2009 260

Accident du travail ou maladie professionnelle – Licenciement prononcé pendant la période de suspension – Préjudice – Réparation (deux espèces).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 octobre 2010 517

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 novembre 2010 517

Note **Daniel Joseph** 518

Doctrine : La cannibalisation par Pôle Emploi du différé d'indemnisation correspondant aux indemnités de licenciement supra-légales, par **Laurent Milet**, Docteur en Droit, Professeur associé à l'Université de Paris XI 645

Annexe : Chômage – Indemnisation – Différé d'indemnisation spécifique applicable aux indemnités de licenciement supra-légales – Dommages-intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse évalués par le juge en fonction du préjudice subi par le salarié – Montant ou modalités de calcul ne résultant pas directement de l'application d'une disposition législative – Application du différé d'indemnisation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 juin 2010 649

MALADIE (voir Discriminations ; voir Licenciement pour motif personnel ; voir Santé au travail)

MÉDECINE DU TRAVAIL

Doctrine : Le respect des droits fondamentaux sur les lieux de travail, **Nicolas Sandret**, Médecin-Inspecteur du travail 12

Doctrine : Lutte contre le harcèlement moral et la violence au travail: le rôle du médecin du travail, **Chantal Moutet-Krebs**, Médecin du travail 18

Doctrine : Génétique et emploi, **Carole Girault**, Maître de conférences à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 22

Entreprises publiques – Organisation de la médecine du travail – Caractère dérogoire – Décret spécifique annulé par le Conseil d'Etat – Application du Code du travail.

Cour d'appel de Nîmes (Ch. Soc.) 9 février 2010 191

Note **Bernard Augier**, Membre du Conseil supérieur de la Prud'homme 195

MODIFICATIONS DANS LA SITUATION JURIDIQUE DE L'EMPLOYEUR (voir Transfert d'entreprise)

NÉGOCIATION COLLECTIVE (voir Conventions et accords collectifs)

PLAN SOCIAL / PSE (voir Licenciement pour motif économique)

PRESTATIONS FAMILIALES

Sécurité sociale – Prestations familiales – Conditions – Enfants étrangers – Régularité du séjour – Contradiction avec les articles 8 et 14 de la CESDH (non).

Cour de cassation (Ass. Plén.) 3 juin 2011 746

Note **Flor Tercero** et **Violène Vandelle**, Avocates au Barreau de Toulouse 746

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

ÉTENDUE DE LA PROTECTION

Doctrine : Garantie des droits fondamentaux du salarié : Le point de vue d'un juge administratif, **Yves Struillou**, Conseiller d'Etat 80

Transfert d'entreprise – Effets sur les IRP – CHSCT – Maintien de l'établissement distinct – Poursuite des mandats.

Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 2) 26 mai 2011 564

Expiration de la période de protection – Licenciement – Faits antérieurs – Autorisation administrative (oui) – Indemnité pour violation du statut protecteur (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2011 619

Droit administratif du travail - Décisions sélectionnées et commentées par **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne :

Protection des représentants du personnel – Licenciement – Perte d'un titre légalement exigé pour exercer une profession.

Conseil d'État (4e/5e srr), 15 décembre 2010 754

Observations 754

Protection des représentants du personnel – Licenciement – Inaptitude physique – Obligation de reclassement.

Conseil d'État (4e/5e srr), 7 avril 2011 755

Observations 755

Protection des représentants du personnel – Licenciement – Procédure – Consultation du comité d'entreprise – Nouveau mandat en cours de procédure de licenciement – Incidence – Nouvelle consultation.

Conseil d'État (4e/5e srr), 9 février 2011 756

Observations 756

Conseiller prud'homme – Mandat – Manquement grave – Condamnation pénale pour discrimination syndicale – Déchéance.

Conseil d'État (6e/1e srr), 20 mai 2011 757

Observations 758

PROCÉDURE

Autorisation administrative de licenciement – Séparation des pouvoirs – Conseil de prud'hommes – Compétence matérielle – Question préjudicielle au juge administratif sur la légalité de la décision administrative dont dépend la solution du litige.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 145

Note **Gérald Chalou** et **Caroline Substelny**, Avocats au Barreau de Reims 145

Conseils de prud'hommes – Dysfonctionnement – Responsabilité de l'Etat – Procédure concernant un "salarié protégé" – Délai excessif de rédaction du jugement.

Tribunal de grande instance de Paris (1^{er} ch. 1^{er} sect.) 20 octobre 2010 174

Note **Maude Beckers**, Avocate au Barreau de la Seine-Saint-Denis. 175

Licenciement pour motif économique – Appréciation du motif – Cadre – Secteur d'activité du groupe (deux espèces) – Cessation d'activité de la société – Co-emploi (première espèce) – Jugement de liquidation judiciaire faisant obstacle à l'examen du motif économique (non) (deuxième espèce).

Tribunal Administratif de Grenoble 4 avril 2008 274

Note **Paul Darves-Bornoz** 274

Droit administratif du travail : Décisions sélectionnées et commentées par **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne :

Licenciement disciplinaire – Annulation de l'autorisation administrative – Reprise de la procédure de licenciement – Prescription – Connaissance des faits fautifs.

Conseil d'Etat, 15 décembre 2010 340

Licenciement – Procédure préalable – Portée utile de l'entretien préalable au licenciement.

Conseil d'Etat, 7 juillet 2010 340

Licenciement – Faits relevant de la vie privée.

Conseil d'Etat, 15 décembre 2010 341

PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

Retraites complémentaires – Régimes AGIRC-ARRCO – Caractère obligatoire de l'affiliation – Dispositions contraires d'un accord collectif d'entreprise – Caractère indifférent – Réparation du préjudice du salarié – Salarié contribuant à la réalisation du préjudice – Incidence.

Cour de cassation (2^e Ch. civ.) 23 novembre 2010 595

Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférence Université Paris Ouest Nanterre la Défense 596

Prévoyance – Invalidité – Licenciement pour inaptitude – Bénéfice du régime de prévoyance – Changement d'employeur – Pertes de bénéfice – Défaut d'information du salarié sur l'incidence du changement – Manquement à l'obligation d'information – Effet – Perte de chance – Indemnisation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 mai 2011 597

Note **Anne-Sophie Ginon**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense (IRERP EAC CNRS) 597

RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL (autres que licenciement)

RUPTURE CONVENTIONNELLE (LOI DU 25 JUIN 2008)

Licéité – Existence d'un différend entre les parties – Conséquence – Rupture amiable du contrat (non) – Requalification – Licenciement illicite (trois espèces) – Réorganisation de l'entreprise pour motif économique – Incompatibilité avec la rupture conventionnelle (deuxième espèce).

Première espèce : Conseil de prud'hommes de Rambouillet (Comm.) 18 novembre 2010 329

Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Bordeaux (Industrie - Département) 21 janvier 2011 331

Troisième espèce : Conseil de prud'hommes de Valence (Industrie - Département) 25 novembre 2010 332

Note **Eladia Delgado**, Avocate au Barreau de Lyon 333

Doctrine : La rupture conventionnelle pour cause économique, par **Alain Chirez**, Professeur des Universités, Avocat honoraire au Barreau de Grasse 473

Annexe : Licenciement pour motif économique – Licenciement collectif – Nombre de salariés concernés – Appréciation – 1^o Cadre – Unité économique et sociale – 2^o Ruptures conventionnelles – Prise en compte – Condition – Processus de réduction des effectifs.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2011 478

DÉPARTS NÉGOCIÉS

Doctrine : La remise en état, seule sanction du non-respect de l'information-consultation du Comité d'entreprise (Raffinerie des Flandres), par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy 104

Annexe : 1^o Comités d'entreprise – Attributions économiques – Information consultation – Fermeture d'un site de production – Mise au chômage technique du personnel (deux espèces) – Fermeture provisoire dissimulant un arrêt définitif de la production – Reprise de l'activité ordonnée sous astreinte (première espèce) – Consultation tardive – Indemnisation (deuxième espèce). 2^o Ruptures du contrat de travail – Départs volontaires – Consultation du CE – Etablissement d'un PSE – Contenu – Catégories professionnelles (non) – Reclassement interne (non) – Ordre des licenciements (non).

Première espèce : Cour d'appel de Douai (14^{ème} ch.) 30 juin 2010 109

Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (2^e ch.) 22 octobre 2010 112

Départs volontaires – Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) – Contenu – Catégories de personnel concernées – Reclassement interne.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2010 148

Note **Isabelle Meyrat** 148

SALAIRES - RÉMUNÉRATION

PAIEMENT

Doctrine : Avènement de l'espérance légitime ou fin de la rétroactivité ? (les lois de validation rétroactive bousculées par le droit européen), par **Barbara Palli**, Maître de conférences à l'Université de Metz 215

Annexe : 1^o Convention européenne des droits de l'Homme – Premier Protocole additionnel (article 1^{er}) – Protection de la propriété – Droit au respect de ses biens – Espérance légitime de paiement de rappels de salaires – Restrictions – Exigences de l'intérêt général – Appréciation – Office du juge.

2^o Temps de travail – Réduction – Accord collectif – Garantie de maintien de rémunération – Compléments différentiels de salaires – Demande en paiement postérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 17 janvier 2003 – Recevabilité – Conditions – Détermination.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 novembre 2010 218

MONTANT

Doctrine : Stipulation d'une clause de non-concurrence nulle et indemnisation du salarié - Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 janvier 2011, par **Florence Canut**, Maître de conférences à l'Université Montpellier 3 209

Annexe : Contrat de travail – Clause de non-concurrence – Clause illicite – Nullité – Indemnisation – Absence d'effet de la clause – Caractère indifférent.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 janvier 2011 214

Propriété intellectuelle – Invention de mission – Rémunération supplémentaire – Prescription de la créance.

Cour d'appel de Paris (Pôle 5 - Chambre 1) 8 décembre 2010 281
Note **Camille Dorignon**, Juriste en propriété intellectuelle 282

Rémunération – Prime – Départ de l'entreprise en cours d'année – Paiement *pro rata temporis*.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mars 2011 367

Salaire minimum – Détermination – Temps de pause rémunéré – Inclusion dans l'assiette – Condition – Pause devant être qualifiée de temps de travail effectif – Défaut – Conséquences (deux espèces) – Exclusion de l'assiette (première espèce) – Infraction pénale (deuxième espèce).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juillet 2010 384

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 février 2011 385

Note **Michel Desrues** 385

Propriété industrielle – Brevets d'invention – Invention de mission – Rémunération supplémentaire – Périmètre de la transaction réglant les conséquences du licenciement d'un co-inventeur.

Cour de cassation (Ch. civ. 1^{re}) 17 mars 2011 465

Note **Camille Dorignon**, Juriste en Propriété intellectuelle 465

Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché de nettoyage – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Conditions – Obligations pesant sur l'entreprise sortante – 1^o Salariés remplissant les conditions conventionnelles – Charge de la preuve – 2^o Différend sur la qualité d'employeur – Maintien de la rémunération des salariés – 3^o Communication à l'entreprise entrante des documents prévus par l'accord – Défaut – Obstacle au changement d'employeur – Conditions – Lacune rendant impossible l'organisation de la reprise effective du personnel.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 novembre 2010 574

Note **Arnaud Mazières** 544

Salaire – Rémunération variable – Contrat de travail – Modification – Détermination des objectifs – Pouvoir de fixation unilatérale par l'employeur.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 587

Note **Tamar Katz** et **Adrien Brousse**, Avocats au Barreau de Paris 588

Rémunération – Caractère variable – Objectifs – Détermination – Modification – Accord du salarié – Nécessité (oui) – Paiement *pro rata temporis* (oui).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2011 728

Contrat de travail – Clause de non-concurrence – Caractère excessif du périmètre géographique – Contrepartie financière dérisoire – Contestation de sa mise en œuvre devant le juge des référés – Inopposabilité.

Conseil de prud'hommes de Bordeaux (Référé - Départage) 5 juillet 2011 739

Note **R.** 740

SALARIÉS PROTÉGÉS (voir Protection des représentants du personnel)

SANTÉ AU TRAVAIL (voir aussi Médecine du travail - voir aussi Discriminations - voir aussi CHSCT)

Doctrine : Génétique et emploi, **Carole Girault**, Maître de conférences à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 22

Doctrine : Travail et droit à un environnement sain, **Claire Vial**, Professeur de droit public à l'Université d'Evry-Val d'Essonne - Centre de recherches Léon-Duguit (EA 4107) 28

Doctrine : La prévention des risques psychosociaux. L'exemple de la SNCF ou la trajectoire d'une entreprise, **François Wallach**, Chef du département prévention et santé au travail de la SNCF 33

Doctrine : Restructurations, risques psychosociaux et CHSCT : remède sur ordonnance, par **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Nancy Université (Institut Régional du Travail, CERIT-IFG) 345
Annexe : CHSCT – Consultation – Restructuration – Condition – Modification des conditions de santé des travailleurs – Non-respect – Suspension du projet patronal.

Tribunal de grande instance de Toulouse (référé) 3 février 2011 349

SÉCURITÉ SOCIALE (voir Accidents du travail ; voir Assurances sociales ; voir Prestations familiales)

SERVICES PUBLICS

(voir Entreprises publiques ; voir Fonctionnaires et agents publics)

STATUTS PARTICULIERS

(voir aussi Entreprises publiques)

JOURNALISTES

Journaliste pigiste – Collaborateur régulier – Égalité de traitement – Requalification en temps plein.

Conseil de prud'hommes de Boulogne-Billancourt (Sect. encadr.) 8 octobre 2009 141

Note **Sylvain Roumier** et **Rachel Spire**, Avocats au Barreau du Val d'Oise 143

Rupture du contrat de travail – Commission arbitrale – Absence de double degré de juridiction – Nécessité d'une QPC (non).

Cour d'appel de Paris (P. 1 Ch. 1) 27 janvier 2011 326

Avis du Ministère public, **Françoise Rouchereau**, Avocat général à la Cour d'appel de Paris 327

Syndicat catégoriel – Représentativité – Appréciation – Collège électoral – Création d'un collège spécifique (deux espèces) – Condition – Unanimité (non) (première espèce) – Regroupement de journalistes dans un même collège (deuxième espèce).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 . 373

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 374

Note **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT-CGT 374

DÉTACHEMENT

Doctrine : Détachement, mise à disposition, déplacement de travailleurs, prêt de main d'œuvre : what else ?, par **Fabienne Muller**, Directrice de l'Institut du travail, Centre du droit de l'entreprise, Université de Strasbourg 447

Doctrine : La mise à l'écart de la loi française et l'obligation de reclassement du salarié détaché dans une filiale étrangère : finalisation d'un revirement, par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Chercheur au centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (comptrasec), UMR CNRS 5114, Membre de l'Institut du travail de Bordeaux 480
Annexe : Licenciement – Détachement et expatriation – Licenciement par une filiale étrangère – Obligation de rapatriement et de reclassement de la société-mère – 1^o Condition – Contrat avec la filiale soumis au droit local – Caractère indifférent – 2^o Non-respect – Absence de cause réelle et sérieuse.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mars 2011 484

PORTAGE SALARIAL

Doctrine : Le contrat de travail au défi du portage salarial, par **Lise Casaux-Labrunée**, Professeur à l'Université Toulouse 1 Capitole, Faculté de droit 424

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Doctrine : Travailleurs sans papiers: un droit de grève « bridé » ?, **Serge Slama**, Maître de conférences en droit public à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne, Centre Léon Duguit, et CREDOF Paris-Ouest-Nanterre 65

Sécurité sociale – Prestations familiales – Conditions – Enfants étrangers – Régularité du séjour – Contradiction avec les articles 8 et 14 de la CESDH (non).

Cour de cassation (Ass. Plén.) 3 juin 2011 746
Note **Flor Tercero** et **Violène Vandelle**, Avocat au Barreau de Toulouse 746

MARINS

Droit social maritime – Régime de Sécurité sociale – Question prioritaire de constitutionnalité – Faute inexcusable de l'employeur – Indemnisation complémentaire du marin

Conseil constitutionnel 6 mai 2011 609
Note **Stéphane Carré**, Maître de conférences, IUT de Saint-Nazaire, Université de Nantes 609

Transports maritimes – Temps de travail – Encadrement – Convention OIT n° 180 – Application – Capitaine de navires – Exclusion (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 467
Note **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences, Université de Bordeaux 1, Membre du COMPTRASEC, UMR CNRS n° 5114 (Université de Bordeaux-IV) 467

TRANSPORTS

Transports routiers – 1° Durée du travail – Décompte – Autorisation d'un décompte par cycle – Heures non déclarées – Conséquences – 2° Convention collective – Indemnités prévues par le protocole du 30 avril 1974 – Prime horaire de l'accord sur le travail de nuit du 14 novembre 2001 – Cumul.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2010 285
Note **Alexandre Charbonneau**, Maître de Conférences, Université de Bordeaux-1, Membre du COMPTRASEC, UMR CNRS n° 5114 (Université de Bordeaux-IV) 285

Conventions et accords collectifs – Champ d'application – CCN des voies ferrées d'intérêt local – Application de la CCN des transports routiers en cas de services automobiles – Conditions – Appréciation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2011 575
Note **Arnaud Mazières** 544

SYNDICATS PROFESSIONNELS

FONCTIONNEMENT - ACTIVITÉS

Doctrine : La liberté d'expression au travail, **Emmanuel Dockès**, Professeur à l'Université Paris-Ouest-Nanterre La Défense 53

Doctrine : Garantie des droits fondamentaux du salarié : Le point de vue d'un juge administratif, **Yves Struillou**, Conseiller d'Etat 80

Conseil de prud'hommes – Assistance et représentation – Délégués permanents ou non permanents – Partie assistée ou représentée – Appartenance au même syndicat que le délégué (non) – Appartenance à la même branche d'activité que le délégué (non).

Cour d'appel de Paris (P. 6 - Ch. 2) 28 octobre 2010 312
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université Nancy-2 312

Élections professionnelles – Convention et accord collectifs – Clause – Effectifs et électorat – Avenant de la convention collective des entreprises de nettoyage – Exclusion des salariés mis à disposition lors des élections dans l'entreprise utilisatrice – Illicéité (deux espèces) – Refus d'extension de l'avenant (première espèce) – Annulation de l'avenant (deuxième espèce).

Première espèce : Conseil d'État (1^{re} et 6^e ssr) 23 décembre 2010 324
Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (1^{re} ch. sect. soc.) 9 février 2010 324
Note **Pascal Rennes** 325

1° Diffusion de tracts – Communication à l'extérieur de l'enceinte de l'entreprise – Restrictions issues du Code du travail – Application (non).
2° Convention et accord collectifs – Accord sur le droit syndical – Nature juridique particulière (non) – Exclusion des dispositions du Code relatives aux accords interprofessionnels – Application du droit commun de la négociation collective.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 391
Note **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT-CGT 392

Subvention d'une collectivité territoriale – Condition – Existence d'un intérêt public local (non) – Fonctionnement courant du syndicat.

Conseil d'État (3^e et 8^e sous-sections réunies) 16 février 2011 393
Note **Jean-Louis Vasseur**, Avocat au Barreau de Paris 394

Élections professionnelles – Déroulement du vote – Présence d'un militant syndical extérieur à l'entreprise – Preuve des irrégularités dans le déroulement du vote – Constat d'huissier – Salariés illettrés – Élections validées.

Tribunal d'Instance de Pontoise 18 février 2011 623
Note **Agathe Gentilhomme**, Master 2 Droit et pratique des relations du travail 624

Doctrine : La communication syndicale au prisme du droit des marques : la "vie des affaires" en question, par **Camille Dorignon**, Juriste en Propriété intellectuelle 641

Annexe : Syndicat professionnel – Publication périodique – Droit des marques – Action en contrefaçon – Critères généraux – Usage dans la vie des affaires (non).

Cour de cassation (Ch. Comm.) 10 mai 2011 644

REPRÉSENTATIVITÉ

Prérogatives (trois espèces).

1° Unité économique et sociale – Reconnaissance conventionnelle – Invitation de l'ensemble des organisations syndicales – Défaut – Nullité – 2° Délégué syndical – Etablissement distinct – Appréciation – Existence préalable d'un comité d'établissement – Validité de la désignation du DS dans ce cadre (première espèce).

3° Droit de mener des négociations collectives – Exigence de représentativité découlant de la loi du 20 août 2008 – Atteinte à des normes européennes et constitutionnelles (non) – 4° Désignation d'un délégué syndical – Appréciation du score électoral de 10 % – Elections au comité d'établissement même en présence d'un cadre de désignation plus restreint (deuxième espèce).

5° Appréciation de la représentativité – Délégué syndical – Désignation – Résultat obtenu aux élections au comité d'établissement – Elections des délégués du personnel – Caractère subsidiaire – 6° Représentant de la section syndicale – Cadre d'implantation – Alignement sur le DS (troisième espèce).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2010 198

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2010 199

Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 décembre 2010 201

Note **Claudy Ménard** 203

Audience – Cadre d'appréciation.

Conseil d'Etat, 11 octobre 2010 337
Note **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne 337

Journalistes – Syndicat catégoriel – Représentativité – Appréciation – Collège électoral – Création d'un collège spécifique (deux espèces) – Condition – Unanimité (non) (première espèce) – Regroupement de journalistes dans un même collège (deuxième espèce).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 . 373

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 374
Note **Philippe Masson**, collectif « Droits et libertés » de l'UGICT-CGT 374

1° Désaffiliation – Portée – Désaffiliations postérieures aux élections conférant la représentativité – Affiliation présentant un élément essentiel du vote des électeurs – Bénéfice des prérogatives lié à la représentativité (non) (1^{re} et 2^e espèces) – Bénéfice des dispositions transitoires (non) (3^e espèce) – Désignation d'un délégué en remplacement sous l'affiliation d'origine – Bénéfice du résultat des élections initiales (oui) (4^e espèce) – 2° Elus changeant d'adhésion – Caractère indifférent (5^e espèce).

Cinq espèces : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 mai 2011 520
Note **Claudy Ménard** 520

Appréciation – Syndicat catégoriel – Négociation collective d'entreprise – Signature d'un accord par un syndicat représentatif catégoriel – Possibilité – Conditions.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mai 2011 748
Note **Cyril Wolmark**, Professeur à l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon, ERDS-Cercriid 749

Organisation d'employeurs – Critères – Indépendance.

Conseil d'État (1^{re}/6^e ssr), 2 mars 2011 752
Observations **Manuela Grévy**, Maître de conférences à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne 753

DISCRIMINATION

1° Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Séparation des pouvoirs – Conseil de prud'hommes – Compétence matérielle – Question préjudicielle au juge administratif sur la légalité de la décision administrative dont dépend la solution du litige.

2° Inaptitude – Discrimination et harcèlement antisyndical.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 145
Note **Gérald Chalou** et **Caroline Substelny**, Avocats au Barreau de Reims 145

Activités syndicales – Incidence sur le déroulement de carrière – Appréciation du préjudice – Insuffisance de la pension de retraite – Réévaluation ordonnée par le juge des référés.

Conseil de prud'hommes de Paris (Référé - Départage) 14 décembre 2010 321
Note **Jérôme Borzakian**, Avocat au Barreau de Paris 322

Activités syndicales – Licenciement – Réintégration.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 janvier 2011 369

Comité d'entreprise – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprise de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus de l'organisation syndicale – Condition restrictive créant une discrimination entre syndicats (art. 11 et 14 CESDH).

Tribunal d'instance d'Orléans, 23 mai 2011 664

Preuve – Nécessité d'une comparaison (non) – Absence de fourniture de travail par l'employeur – Manquement.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2011 670

Comité d'entreprise – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprise de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus de l'organisation syndicale – Condition restrictive créant une discrimination entre syndicats représentatifs – Article contraire à la Convention européenne sur les droits de l'Homme (art. 11 et 14) – Non-application de l'article L. 2324-2 du Code du travail.

Tribunal d'instance de Tours, 3 octobre 2011 735
Note **Maurice Cohen**, Docteur en droit, Directeur de la RPDS 738

ACTION EN JUSTICE

Doctrine : L'évaluation du préjudice en droit collectif du travail, par **Vincent Vieille**, Avocat au Barreau de Paris 252
Annexe : Syndicat professionnel – Action en justice – Défense des intérêts collectifs de la profession – Préjudice – Evaluation – Office du juge.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 novembre 2009 253

Hygiène et sécurité – Externalisation – Risques psycho-sociaux et risques techniques – Santé et sécurité des travailleurs compromise – Action syndicale en justice – Annulation de l'opération sous astreinte.

Tribunal de grande instance de Paris, 5 juillet 2011 633
Note **Maurice Cohen**, Docteur en droit, Directeur de la RPDS 637

Harcèlement moral – Syndicat professionnel – Action en justice – Recevabilité

Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 mars 2011 676
Note **Philippe Gautier**, Défenseur syndical, Union locale CGT de Nantes 677

Fonctionnement des IRP – Recevabilité (non).

Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 2) 19 mai 2011 682
Note **Emmanuelle Lafuma**, Maître de conférences à l'Université de Paris XIII 682

RESPONSABILITÉ CIVILE

Grève – Mouvement d'occupation des locaux d'une organisation patronale – Travailleurs sans papiers – Soutien apporté par le syndicat – Soutien engageant sa responsabilité civile (non).

Tribunal de grande instance de Paris 7 juin 2011 674

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX ET REPRÉSENTANTS

DE LA SECTION SYNDICALE (RSS)

Pluralité de désignation émanant de syndicats affiliés à une même confédération – Conséquence – Cumul illégal ouvrant droit à une contestation de tous les mandats concurrents – Règlement statutaire des litiges – A défaut, application de la règle d'antériorité.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 octobre 2010 197

Prérogatives (trois espèces).

1° Unité économique et sociale – Reconnaissance conventionnelle – Invitation de l'ensemble des organisations syndicales – Défaut – Nullité – 2° Délégué syndical – Établissement distinct – Appréciation – Existence préalable d'un comité d'établissement – Validité de la désignation du DS dans ce cadre (première espèce).

3° Droit de mener des négociations collectives – Exigence de représentativité découlant de la loi du 20 août 2008 – Atteinte à des normes européennes et constitutionnelles (non) – 4° Désignation d'un délégué syndical – Appréciation du score électoral de 10 % – Elections au comité d'établissement même en présence d'un cadre de désignation plus restreint (deuxième espèce).

5° Appréciation de la représentativité – Délégué syndical – Désignation – Résultat obtenu aux élections au comité d'établissement – Elections des délégués du personnel – Caractère subsidiaire – 6° Représentant de la section syndicale – Cadre d'implantation – Aligement sur le DS (troisième espèce).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2010 198

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2010 199

Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 décembre 2010 201
Note **Claudy Ménard** 203

Représentativité (cinq espèces) – 1° Désaffiliation – Portée – Désaffiliations postérieures aux élections conférant la représentativité – Affiliation présentant un élément essentiel du vote des électeurs – Bénéfice des prérogatives lié à la représentativité (non) (1^{re} et 2^e espèces) – Bénéfice des dispositions transitoires (non) (3^e espèce) – Désignation d'un délégué en remplacement sous l'affiliation d'origine – Bénéfice du résultat des élections initiales (oui) (4^e espèce) – 2° Elus changeant d'adhésion – Caractère indifférent (5^e espèce).

Cinq espèces : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 mai 2011 520
Note **Claudy Ménard** 520

Doctrine : Le cadre de la désignation des délégués syndicaux : une combinaison téléologique, par **Pascal Rennes**, Directeur honoraire du Travail 577

Annexes : Syndicats professionnels – Délégués syndicaux – Cadre de la désignation (deux espèces) – Établissement au sens du comité d'entreprise à défaut d'accord collectif définissant un autre périmètre (première espèce) – Appréciation de l'existence d'un établissement distinct – Établissement au sens des CE – Caractère indifférent – Existence d'actions syndicales propres à une agence (deuxième espèce).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 mai 2011 . 581
Deuxième espèce : Tribunal d'instance d'Aulnay-sous-Bois 8 avril 2011 582

Elections professionnelles – Dépôt de la liste de candidats – Délégué syndical – Nécessité d'un mandat spécial délivré par l'organisation syndicale.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 juin 2011 622
Note **Pascal Rennes** 622

Doctrine : Salariés ineffectifs - A propos du jugement du Tribunal d'instance de Marseille du 7 juillet 2011, par **Jérôme porta**, Maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre, Membre de l'IRERP 714

Annexe : Libertés et droits fondamentaux – Participation des travailleurs à la détermination collective des conditions de travail – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Contrariété avec le droit communautaire – Inapplicabilité du droit interne – Désignation d'un RSS – Validité (oui) – Concomitance d'un licenciement – Fraude (non).

Tribunal d'instance de Marseille 7 juillet 2011 720

Document : Le périmètre de désignation des délégués syndicaux, par **Anne Braun**, Conseillère confédérale, Docteur en droit 730

ENTRAVES

Délégué syndical – Exercice du mandat – Sanction disciplinaire – Utilisation de la messagerie électronique – Invitation d'un militant syndical extérieur – Affichage des communications syndicales – Délits d'entrave et de discrimination constitués.

Tribunal de Grande Instance de Nanterre (17^e Ch. corr.), 15 octobre 2010 388
Note **Pascal Rennes** 390

TEMPS DE TRAVAIL

Doctrine : Le droit du temps de travail à la lumière des droits fondamentaux de la personne, **Michel Miné**, Professeur de droit du travail au CNAM, Lise/Cnam/Cnrs 40

Transports maritimes – Temps de travail – Encadrement – Convention OIT n° 180 – Application – Capitaine de navires – Exclusion (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2011 467
Note **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences, Université de Bordeaux 1, Membre du COMPTRASEC, UMR CNRS n° 5114 (Université de Bordeaux IV). 467

Travail temporaire – Conditions de recours – Limites – Remplacement de grévistes – Présence d'intérimaires antérieure au mouvement de grève – Augmentation de l'amplitude horaire – Caractère illicite (oui).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 469
Note **Romain Marié**, Maître de conférences, université Nancy 2, Membre de l'équipe de recherches Droit et changement social UMR CNRS 6028, Université de Nantes 470

TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF

Rémunération – Salaire minimum – Détermination – Temps de pause rémunéré – Inclusion dans l'assiette – Condition – Pause devant être qualifiée de temps de travail effectif – Défaut – Conséquences (deux espèces) – Exclusion de l'assiette (première espèce) – Infraction pénale (deuxième espèce).

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juillet 2010 384

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 février 2011 385

Note **Michel Desrues** 385

TRAVAIL DE NUIT

Transports routiers – 1° Durée du travail – Décompte – Autorisation d'un décompte par cycle – Heures non déclarées – Conséquences – 2° Convention collective – Indemnités prévues par le protocole du 30 avril 1974 – Prime horaire de l'accord sur le travail de nuit du 14 novembre 2001 – Cumul.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2010 285

Note **Alexandre Charbonneau**, Maître de Conférences, Université de Bordeaux-1, Membre du COMPTRASEC, UMR CNRS n° 5114 (Université de Bordeaux-IV) 285

REPOS

Astreinte – Assimilation à du temps de repos – Privation du repos hebdomadaire – Préjudice – Indemnisation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2011 684

Note **Francis Meyer**, Maître de conférences, Institut du travail, Université de Strasbourg 685

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Doctrine : Forfait jours : l'accord collectif au secours de la loi (à propos de Soc. 29 juin 2011, PBRI), par **Emmanuelle Richard**, Juriste syndicale 723

Annexe : Temps de travail – Forfait jours – Condition de validité – Accord collectif – Contenu – Durée maximale de travail et temps de repos – Conséquences – Paiement des heures supplémentaires.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2011 728

Temps de travail – Heures supplémentaires – Preuve – Production d'éléments suffisamment précis.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mai 2011 741

TRAVAIL À TEMPS PARTIEL

Doctrine : La charge de la preuve en matière de temps partiel et de recours au CDD, par **Romain Marié**, Maître de conférences à l'IUT de Nancy 2, membre de l'équipe de recherches Droit et changement social, Université de Nantes 129

Annexe : 1° Contrat à durée déterminée – Mentions obligatoires – Motifs – Charge de la preuve. 2° Temps de travail – Temps partiel – Contrat – Mentions obligatoires – Défaut – Présomption de temps plein – Charge de la preuve.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 septembre 2010 133

Conclusions : La cessation de la fourniture de travail et du paiement des salaires en réponse à l'action en requalification du CDD : conséquences et sanction, par **Patrick Henriot**, Substitut général à la Cour d'appel de Paris 698

Annexe : Contrat à durée déterminée – Affectation à un emploi permanent correspondant à l'activité normale de l'entreprise – Emploi à temps partiel – Défaut d'écrit – Impossibilité de prévoir le rythme de travail – Requalification en CDI à temps plein – Effet – Réintégration (non) – Requalification postérieure à l'échéance du dernier CDD illicite – Rupture s'analysant en un licenciement sans cause réelle et sérieuse. Libertés et droits fondamentaux – Action en justice – Représailles de l'employeur – Rupture du contrat de travail – Atteinte à une liberté fondamentale – Nullité de la mesure – Réintégration. Tribunaux – Prescription – Effets – Point de départ.

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Chambre 8) 15 septembre 2011 703

Doctrine : La nullité du licenciement décidé en représailles d'une action judiciaire en requalification de contrats à durée déterminée illicites (Cour d'appel de Paris 15 septembre 2011, *Syndicat CGT France Télévision c/ France 3*), par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 706

RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Doctrine : Avènement de l'espérance légitime ou fin de la rétroactivité ? (les lois de validation rétroactive bousculées par le droit européen), par **Barbara Palli**, Maître de conférences à l'Université de Metz 215

Annexe : 1° Convention européenne des droits de l'Homme – Premier Protocole additionnel (article 1^{er}) – Protection de la propriété – Droit au respect de ses biens – Espérance légitime de paiement de rappels de salaires – Restrictions – Exigences de l'intérêt général – Appréciation – Office du juge.

2° Temps de travail – Réduction – Accord collectif – Garantie de maintien de rémunération – Compléments différentiels de salaires – Demande en paiement postérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 17 janvier 2003 – Recevabilité – Conditions – Détermination.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 novembre 2010 218

TEMPS PARTIEL (voir Temps de travail)

TRANSACTION

Rémunération – Propriété industrielle – Brevets d'invention – Invention de mission – Rémunération supplémentaire – Périmètre de la transaction réglant les conséquences du licenciement d'un co-inventeur.

Cour de cassation (Ch. civ. 1^{re}) 17 mars 2011 465

Note **Camille Dorignon**, Juriste en Propriété intellectuelle 465

Portée – Obstacle à une action prud'homale – Condition – Identité d'objet – Transaction indemnisant de la rupture du contrat de travail – Obstacle à une contestation de discrimination (non) – Ralentissement de carrière – Discrimination homophobe – Indemnisation.

Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 8) 10 mars 2011 686

Note **Sylvie Mess**, Conseillère prud'homme 689

TRANSFERT D'ENTREPRISE

Doctrine : Aspects individuels du transfert conventionnel de contrats de travail lors d'un changement de prestataire de services, par **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 544

Annexes : Transfert d'entreprise – Conditions – Existence d'une entité économique autonome – Changement de titulaire d'un marché de sécurité aéroportuaire – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Caractère indifférent – Actifs mis à disposition des prestataires de services successifs par le donneur d'ordre – Application de L. 1224-1 (oui) – Continuation des contrats de travail ordonnée.

Première espèce : Tribunal de commerce de Paris (1^{re} ch.) 25 janvier 2011 563

Transfert d'entreprise – 1° Conditions – Existence d'une entité économique autonome – Changement de titulaire d'un marché de sécurité aéroportuaire – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Caractère indifférent – Actifs mis à disposition des prestataires de services successifs par le donneur d'ordre – Application de L. 1224-1 (oui) – 2° Effets sur les contrats de travail – Sélection – Entretiens d'évaluation – Discrimination syndicale – Refus d'embauche

– Dommages et intérêts à la fédération syndicale – 3° Effets sur les IRP – Maintien de l'établissement distinct – Poursuite des mandats.

Deuxième espèce : Cour d'appel de Paris (P. 6 - ch. 2) 26 mai 2011 564

Transfert d'entreprise – Conditions – Existence d'une entité économique autonome – Changement de titulaire d'un marché de transport de voyageurs – Transfert d'éléments d'actif – Défaut – Application de L. 1224-1 (non) – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Application (oui).

Troisième espèce : Tribunal de grande instance de Beauvais (référé) 22 septembre 2010 568

Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché public de nettoyage – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Transmission des informations du sortant à l'entrant – Rétention d'informations – Masse salariale à reprendre – Donneur d'ordre détenant ou étant en mesure d'obtenir communication des informations – Rôle – Obligation de transmission à l'ensemble des entreprises candidates à la reprise du marché – Transmission contraire au secret des affaires (non).

Quatrième espèce : Conseil d'Etat (7e/2e srr) 19 janvier 2011 570

Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché de nettoyage – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Force obligatoire – Inexécution par l'entrant du contrat de travail – Trouble manifestement illicite – Poursuite du contrat de travail ordonnée en référé au nouvel employeur.

Cinquième espèce : Cour d'appel d'Amiens (5e ch. soc.) 31 août 2010 570

Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché de surveillance – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Proposition d'un avenant au contrat de travail par l'entrant ajoutant une clause de mobilité – Modification du contrat de travail – Refus du nouvel employeur d'exécuter le contrat aux conditions antérieures – Violation des règles de transfert conventionnel – Résiliation judiciaire aux torts de l'employeur.

Sixième espèce : Cour d'appel d'Aix-en-Provence (18e ch.) 20 avril 2010 572

Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché de nettoyage – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Conditions – Obligations pesant sur l'entreprise sortante – 1° Salariés remplissant les conditions conventionnelles – Charge de la preuve – 2° Différend sur la qualité d'employeur – Maintien de la rémunération des salariés – 3° Communication à l'entreprise entrante des documents prévus par l'accord – Défaut – Obstacle au changement d'employeur – Conditions – Lacune rendant impossible l'organisation de la reprise effective du personnel.

Septième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 novembre 2010 574

Transfert d'entreprise – Changement de titulaire d'un marché de transport – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Résiliation à l'initiative du titulaire – Défaut de raison légitime – Obstacle au déroulement du transfert – Faute (oui).

Conventions et accords collectifs – Champ d'application – CCN des voies ferrées d'intérêt local – Application de la CCN des transports routiers en cas de services automobiles – Conditions – Appréciation.

Huitième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2011 . 575

Prévoyance – Invalidité – Licenciement pour inaptitude – Bénéfice du régime de prévoyance – Changement d'employeur – Pertes de bénéfice – Défaut d'information du salarié sur l'incidence du changement – Manquement à l'obligation d'information – Effet – Perte de chance – Indemnisation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 mai 2011 597

Note **Anne-Sophie Ginon**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense (IRERP EAC CNRS) 597

Condition – Existence d'une entité économique autonome – Défaut – Poursuite des contrats de travail ordonnée avec le cédant.

Conseil de prud'hommes de Grenoble (Référé) 13 juillet 2011 690

Note **Simon Daudet**, Défenseur syndical 693

TRAVAIL ILLÉGAL

Doctrine : Le contrat de travail au défi du portage salarial, par **Lise Casaux-Labrunée**, Professeure à l'Université Toulouse 1 Capitole, Faculté de droit 424

Doctrine : Actualité de la subordination : aspects de Sécurité sociale, par **Maryse Badel**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux 4, Comptasec (UMR 5114), Institut du Travail de Bordeaux 438

Doctrine : Détachement, mise à disposition, déplacement de travailleurs, prêt de main d'œuvre : *what else ?*, par **Fabienne Muller**, Directrice de l'Institut du travail, Centre du droit de l'entreprise, Université de Strasbourg 447

TRAVAIL TEMPORAIRE

Doctrine : Travailleurs sans papiers: un droit de grève « bridé » ?, **Serge Slama**, Maître de conférences en droit public à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne, Centre Léon Duguit, et CREDOF Paris-Ouest-Nanterre 65

Conditions de recours – Limites – Remplacement de grévistes – Présence d'intérimaires antérieure au mouvement de grève – Augmentation de l'amplitude horaire – Caractère illicite (oui).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2011 469

Note **Romain Marié**, Maître de conférences, université Nancy 2, Membre de l'équipe de recherches Droit et changement social UMR CNRS 6028, Université de Nantes 470

TRIBUNAUX (voir également Conseil de prud'hommes)

Doctrine : Garantie des droits fondamentaux du salarié : Le point de vue d'un juge administratif, **Yves Struillou**, Conseiller d'Etat 80

Doctrine : L'inspection du travail et les droits fondamentaux sur les lieux de travail, **Paul-Eric Dross**, Inspecteur du travail détaché comme ATER à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne 87

Doctrine : L'attraction de la loi du lieu d'exécution dans la relation de travail internationale, par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de Conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux 4, Chercheur au centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (comptasec), UMR CNRS 5114, Membre de l'Institut du travail de Bordeaux 123

Annexe : Contrat de travail – Loi applicable – 1° Détermination – Loi choisie par les parties – Limites – Convention de Rome du 19 juin 1980 (art. 6 § 1) – Dispositions impératives de la loi applicable à défaut de choix – Loi du lieu d'accomplissement habituel du travail – Exception – Liens plus étroits avec un autre pays – Charge de la preuve 2° Effets – Loi française applicable – a) Application emportant celle des conventions collectives qui en font partie – b) Travailleurs privés d'emploi – Remboursement aux Assedic – Condamnation de l'employeur.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 septembre 2010 127

Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Séparation des pouvoirs – Conseil de prud'hommes – Compétence matérielle – Question préjudicielle au juge administratif sur la légalité de la décision administrative dont dépend la solution du litige.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juillet 2010 145

Note **Gérald Chalou** et **Caroline Substelny**, Avocats au Barreau de Reims 145

Document : Audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation, discours de **Jean-Louis Nadal**, Procureur général près la Cour de cassation 168

Conseils de prud'hommes – Dysfonctionnement – Engagement de la responsabilité de l'Etat – Délai excessif (trois espèces) – Délai pour réunir le Bureau de jugement en formation de départage (première espèce) – Délai entre Bureau de conciliation et Bureau de jugement (deuxième espèce) – Procédure concernant un "salarié protégé" – Délai excessif de rédaction du jugement (troisième espèce).

Première espèce : Tribunal de grande instance de Bobigny (1re ch. sect. 1) 17 avril 2008 173

Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (1re ch. 1er sect.) 27 octobre 2010 173

Troisième espèce : Tribunal de grande instance de Paris (1re ch. 1er sect.) 20 octobre 2010 174

Note **Maude Beckers**, Avocate au Barreau de la Seine-St-Denis .. 175

Entreprises publiques – Comité d'entreprise – Consultation sur une réorganisation – Irrégularité – Contestation – Compétence juridictionnelle – Décision portant sur l'organisation du service public – Compétence de l'ordre administratif.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2011 183

Note **Michel Desrués**, Défenseur syndical 183

Doctrine : Avènement de l'espérance légitime ou fin de la rétroactivité ? (les lois de validation rétroactive bousculées par le droit européen), par **Barbara Palli**, Maître de conférences à l'Université de Metz 215

Annexe : 1° Convention européenne des droits de l'Homme – Premier Protocole additionnel (article 1^{er}) – Protection de la propriété – Droit au respect de ses biens – Espérance légitime de paiement de rappels de salaires – Restrictions – Exigences de l'intérêt général – Appréciation – Office du juge.

2° Temps de travail – Réduction – Accord collectif – Garantie de maintien de rémunération – Compléments différentiels de salaires – Demande en paiement postérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 17 janvier 2003 – Recevabilité – Conditions – Détermination.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 novembre 2010 218

Conventions et accords collectifs – Application – Organisation du travail et emploi – Nombre d'opérateurs par machine – Respect de l'accord.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2010 280

Doctrine : L'évaluation du préjudice en droit collectif du travail, par **Vincent Vieille**, Avocat au Barreau de Paris 252

Annexe : Syndicat professionnel – Action en justice – Défense des intérêts collectifs de la profession – Préjudice – Evaluation – Office du juge.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 novembre 2009 253

Doctrine : La question prioritaire de constitutionnalité, un an après : retour sur une superproduction juridique, par **Alain Pariente**, Maître de conférences en droit public, CERDARE, Université Montesquieu - Bordeaux IV 297

Journaliste – Rupture du contrat de travail – Commission arbitrale – Absence de double degré de juridiction – Nécessité d'une QPC (non).

Cour d'appel de Paris (P. 1 Ch. 1) 27 janvier 2011 326

Avis du Ministère public, Françoise Rouchereau, Avocat général à la Cour d'appel de Paris 327

Tribunaux – Litige entre une Caisse de Sécurité sociale et un professionnel de santé – Rapports de droit privé – Exercice de prérogatives de puissance publique – Soumission de prescriptions médicales à un accord préalable – Compétence de la juridiction administrative.

Conseil d'État (1^{re} et 6^e ssr) 4 mai 2011 525

Note **Anne-Sophie Ginon**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense (IRERP EAC CNRS)..... 526

Faute inexcusable – Contentieux – Intervention volontaire d'une association (FNATH) – Intervention à titre principal – Condition – Titularité du droit d'action.

Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 13 janvier 2011 534

Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférence Université Paris Ouest Nanterre la Défense 534

Sécurité sociale – Contentieux spéciaux – Expertise technique – Expertise consécutive à un accident de travail – 1° Décision relative à une désignation d'expert – Voie de recours – Exercice – Caractère immédiat (oui) – 2° Litige entre la Caisse et l'assuré social – Opposabilité à l'employeur (non).

Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 17 février 2011 531

Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférence Université Paris Ouest Nanterre la Défense 532

1° Maladies professionnelles – Aggravation de la maladie – Distinction entre rechute et nouvelle exposition au risque – Incidence sur la prescription – 2° Faute inexcusable – Procédure – Action de la victime – Prescription – Point de départ.

Cour de cassation (2^e Ch. civ.) 17 mars 2011 590

Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférence Université Paris Ouest Nanterre la Défense 591

Prévoyance – Invalidité – Licenciement pour inaptitude – Bénéfice du régime de prévoyance – Changement d'employeur – Pertes de bénéfice – Défaut d'information du salarié sur l'incidence du changement – Manquement à l'obligation d'information – Effet – Perte de chance – Indemnisation.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 mai 2011 597

Note **Anne-Sophie Ginon**, Maître de conférences à l'Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense (IRERP EAC CNRS) 597

Accident du travail – Droit social maritime – Régime de Sécurité sociale – Question prioritaire de constitutionnalité – Faute inexcusable de l'employeur – Indemnisation complémentaire du marin

Conseil constitutionnel 6 mai 2011 609

Note **Stéphane Carré**, Maître de conférences, IUT de Saint-Nazaire, Université de Nantes 609

Externalisation – Risques psycho-sociaux et risques techniques – Santé et sécurité des travailleurs compromise – Action syndicale en justice – Annulation de l'opération sous astreinte.

Tribunal de grande instance de Paris, 5 juillet 2011 633

Note **Maurice Cohen**, Docteur en droit, Directeur de la RPDS 637

Document : Non à une taxation injuste de l'accès au juge 662

Tribunaux – Loi interprétative – Notion – Reconnaissance d'un droit préexistant qu'une définition imparfaite avait rendu susceptible de controverse.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2011 684

Doctrine : La cessation de la fourniture de travail et du paiement des salaires en réponse à l'action en requalification du CDD : conséquences et sanction, par **Patrick Henriot**, Substitut général à la Cour d'appel de Paris 698

Annexe : Contrat à durée déterminée – Affectation à un emploi permanent correspondant à l'activité normale de l'entreprise – Emploi à temps partiel – Défaut d'écrit – Impossibilité de prévoir le rythme de travail – Requalification en CDI à temps plein – Effet – Réintégration (non) – Requalification postérieure à l'échéance du dernier CDD illicite – Rupture s'analysant en un licenciement sans cause réelle et sérieuse. Libertés et droits fondamentaux – Action en justice – Représailles de l'employeur – Rupture du contrat de travail – Atteinte à une liberté fondamentale – Nullité de la mesure – Réintégration.

Tribunaux – Prescription – Effets – Point de départ.

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Chambre 8) 15 septembre 2011 .. 703

Doctrine : La nullité du licenciement décidé en représailles d'une action judiciaire en requalification de contrats à durée déterminée illicites (Cour d'appel de Paris 15 septembre 2011, *Syndicat CGT France Télévision c/ France 3*), par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV 706

Tribunaux – Cour de cassation – Intervention volontaire – Condition – Conservation de ses propres droits par le soutien à une partie.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2011 728

Comité d'entreprise – Subvention de 0,2 % – Calcul – Contestation – Action en paiement – Délai de prescription quinquennale ne courant pas lorsque le comité d'entreprise n'a pas eu communication par l'employeur des éléments nécessaires à l'appréciation de ses droits.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} février 2011 734

Note **Laurent Milet**, Professeur associé à l'Université Paris XI 734

UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (UES)

Syndicat professionnel — Prérogatives – Unité économique et sociale – Reconnaissance conventionnelle – Invitation de l'ensemble des organisations syndicales – Défaut – Nullité

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2010 198

Note **Claudy Ménard** 203

Doctrine : Du nouveau du côté de l'UES ? (à propos de Cass. Soc. 16 novembre 2010), par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy 289

Annexe : Licenciement pour motif économique – Licenciement collectif – Plan de sauvegarde de l'emploi – Mise en œuvre – Conditions – Appréciation – Cadre – Unité économique et sociale.

1) Cour d'appel de Grenoble 1^{er} juillet 2009 292

2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 novembre 2010 294

Doctrine : La rupture conventionnelle pour cause économique, par **Alain Chirez**, Professeur des Universités, Avocat honoraire au Barreau de Grasse 473

Annexe : Licenciement pour motif économique – Licenciement collectif – Nombre de salariés concernés – Appréciation – 1° Cadre – Unité économique et sociale – 2° Ruptures conventionnelles – Prise en compte – Condition – Processus de réduction des effectifs.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mars 2011 478

Table chronologique de la jurisprudence

(les décisions en *italique* ont été publiées en extraits)

	Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
2008	04/04/2008	TA Grenoble	Radet	274
	17/04/2008	TGI Bobigny (1 ^{re} Ch. sect. 1)	Schapman <i>c/</i> Agent judiciaire du Trésor	173
2009	11/03/2009	C. Cass. (Ch. Soc.)	Szubarga <i>c/</i> Brake France services (pourvoi n° 07-43.336)	260
	01/07/2009	CA Grenoble	Affaire société L Commercial <i>c/</i> Invernizzi et a.	292
	08/10/2009	CPH Boulogne-Billancourt	Adragna <i>c/</i> SNC L'Équipe	141
	18/11/2009	C. Cass. (Ch. Soc.)	Scerao CFDT <i>c/</i> SNF Floesger (pourvoi n° 08-43.523)	253
	08/12/2009	CA Riom (Ch. Soc. - Référé)	Affaire Fruprep <i>c/</i> Barbat et a.	626
2010	21/01/2010	CPH Bordeaux (Industrie – Départage)	Pizano <i>c/</i> Assistance aéronautique et Aérospaciale et a.	331
	09/02/2010	CA Nîmes (Ch. Soc.)	Messina et FAPT CGT <i>c/</i> La Poste	191
	09/02/2010	TGI Paris (1 ^{re} Ch. sect. soc.)	Confédération nationale du travail (CNT) et a. <i>c/</i> Fédération des entreprises de propreté (FEP) et a.	324
	20/04/2010	CA Aix-en-Provence (18 ^e Ch.)	CGEA AGS de Marseille <i>c/</i> Burtey et a.	572
	11/05/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Crosnier <i>c/</i> Opéra national de Paris (pourvoi n° 08-43.681)	225
	15/06/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Binet <i>c/</i> Assedic de Lorraine (pourvoi n° 08-20.513)	649
	22/06/2010	CA Paris (Pôle 5 – Ch. 8)	Poile épouse Beaubois <i>c/</i> Pereira Da Silva épouse Brun	139
	29/06/2010	CPH Basse-Terre (Bureau de conciliation)	Asdrubal et a. <i>c/</i> Ste TCVS – Transports Côte sous le Vent (RG n° 10/00175)	101
	30/06/2010	CA Douai (14 ^e Ch.)	Comité d'établissement de la raffinerie de Flandres et a. <i>c/</i> SA Total raffinage marketing et a.	109
	07/07/2010	Conseil d'État	N° 318.139	340
	12/07/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Rousson <i>c/</i> Société Financière Honoré (pourvoi n° 08-44.642)	145
	13/07/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Compagnie des fromages et Richemonts <i>c/</i> Isiquel (pourvois n° 09-42.890 s.)	384
	11/08/2010	CA Basse-Terre	Asdrubal et a. <i>c/</i> Ste TCVS – Transports Côte sous le Vent (Ordonnance du premier président n° 2010/00041)	103
	31/08/2010	CA Amiens (5 ^e Ch. Soc.)	Enet 60 Azurial <i>c/</i> Konaté et a.	571
	09/09/2010	CPH Cannes (Ind. – Départage)	Devaux <i>c/</i> SAS Thalès Alénia Space France	402
	14/09/2010	CA Amiens (5 ^e Ch. A)	Noyon <i>c/</i> Sebban Transports	277
	14/09/2010	TGI Metz (Référé)	Comité d'établissement des cheminots de la région Metz-Nancy <i>c/</i> SNCF	134
	15/09/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Diaby <i>c/</i> Société Centre médico-chirurgical Paris V (pourvoi n° 09-40.473)	133
	16/11/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Affaire société L Commercial <i>c/</i> Invernizzi et a. (pourvoi n° 09-69.485)	295
	17/09/2010	CPH Nanterre (Act. div.)	Lesturgie <i>c/</i> Enjoy Design SAS	318
	22/09/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	<i>Pourvoi n° 09-42.650 p.</i>	205
	22/09/2010	TGI Beauvais (Référé)	Flexcité et Veolia transport <i>c/</i> Les transports personnalisés du Valois – Lucky star	568
	28/09/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Halberg précision <i>c/</i> Akturk et a. (pourvoi n° 09-41.243)	187
	28/09/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	SA Transports Lahaye <i>c/</i> Serré (pourvoi n° 09-40.137)	285
	29/09/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	CGS <i>c/</i> Beringer (pourvoi n° 09-68.851)	127
	29/09/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	<i>Pourvoi n° 09-40.741 P.</i>	204
	06/10/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Château de Sérame <i>c/</i> Zenagui (pourvoi n° 09-65.346)	177
	06/10/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Delon <i>c/</i> Azam (pourvoi n° 09-42.283)	517
	11/10/2010	Conseil d'État	N° 327.660	337
	13/10/2010	TGI Cahors (Ord.)	Centre hospitalier général Jean Rougier <i>c/</i> CHSCT du CHG	136
	15/10/2010	TGI Nanterre (17 ^e Ch. Corr.)	SAS Sorin CRM	388
	20/10/2010	TGI Paris (1 ^{re} Ch. 1 ^{er} sect.)	Poier <i>c/</i> Agent judiciaire du Trésor	174
	22/10/2010	TGI Nanterre (2 ^e Ch.)	Total raffinage Marketing et a. <i>c/</i> CCE de l'UES Aval Total	112
22/10/2010	TA Melun (Référé)	CGT et a. <i>c/</i> Préfet de Seine-et-Marne	157	
25/10/2010	TA Melun (Référé)	FNIC-CGT et a. <i>c/</i> Préfet de Seine-et-Marne	158	
26/10/2010	C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 09-15.187)	Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT et a. <i>c/</i> Sté Renault	148	
26/10/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Roudault <i>c/</i> Société Jabil circuit (pourvoi n° 09-42.740)	181	
26/10/2010	C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 09-10.686)	La Poste direction régionale de Hte Normandie <i>c/</i> Sud PTT Hte Normandie	280	
27/10/2010	Conseil d'État (Référé)	Lefebvre et FNIC-CGT <i>c/</i> Ministère de l'Intérieur (req. n° 343.966)	156	

Date	Juridiction	Nom des parties	Page
27/10/2010	TGI Paris (1 ^{re} Ch. – 1 ^{er} Sect.)	Lacombe <i>c/</i> Agent judiciaire du Trésor	173
28/10/2010	CA Paris (P. 6 – Ch. 2)	B. <i>c/</i> Mandataire-liquidateur de IG Formation	312
29/10/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Institut médico-éducatif Rosny-sous-Bois <i>c/</i> Randrianarisoa (pourvoi n° 09-67.969)	197
10/11/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mutuelle Apreva <i>c/</i> Filippi (pourvoi n° 09-60.451)	198
10/11/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cheminots FO de la Loire <i>c/</i> SNCF (pourvoi n° 09-72.856)	199
16/11/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société L Commercial <i>c/</i> Invernizzi et a. (pourvoi n° 09-69.485)	295-292
17/11/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Barbier <i>c/</i> Finaref (pourvoi n° 09-42.071)	223
17/11/2010	CPH Brest (Encadrement)	Hurier <i>c/</i> Aide à domicile 29	364
18/11/2010	CPH Rambouillet (Comm.)	Guyomard et Union locale CGT <i>c/</i> Coignières automobile	329
19/11/2010	C. Cass. (Ch. Mixte.)	Whirpool France <i>c/</i> Jessaume (pourvoi n° 10-10.095)	463
19/11/2010	C. Cass. (Ch. Mixte.)	ED <i>c/</i> Pellerin (pourvoi n° 10-30.215)	464
23/11/2010	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	American School of Paris <i>c/</i> X (pourvoi n° 09-42.496)	595
24/11/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sulpice et a. <i>c/</i> Association Saint Martin (pourvois n° 08-44.181 s.)	218
25/11/2010	CPH Valence (Industrie – Département)	Germain <i>c/</i> Smurfit Kappa	332
25/11/2010	TI Poitiers	SERCA <i>c/</i> Gourdon et a.	370
30/11/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Szymaszek <i>c/</i> Société Banair (pourvoi n° 09-66.210)	517
30/11/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Derichebourg <i>c/</i> Sociétés Iss Abilis (pourvois n° 09-40.386 s.)	574
02/12/2010	CPH Bayonne (Conciliation – Département)	Cappai <i>c/</i> SA Bonnet Nève	397
08/12/2010	CA Paris (Pôle 5 – Ch. 1)	M. Mouzin <i>c/</i> Société Pierre Fabre, SA	281
14/12/2010	C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 10-60.221)	Bourgeois et a. <i>c/</i> Caisse d'épargne de Bourgogne-Franche Comté	201
14/12/2010	CPH Paris (Référé – Département)	Pourre et CGT Énergie Paris <i>c/</i> CNIEG et a.	321
14/12/2010	CA Versailles (1 ^{re} Ch.)	H. et Union locale CGT de Chatou <i>c/</i> SCM Cabinet médical de Beaugard	379
15/12/2010	Conseil d'État	N° 318.698	340
15/12/2010	Conseil d'État	N° 316.856	341
15/12/2010	Conseil d'État (4 ^e /5 ^e sssr)	N° 329.674	754
16/12/2010	C. Cass. (Ch. Soc.)	Toyota motor manufacturing France <i>c/</i> Cail (pourvoi n° 09-43.074)	194
23/12/2010	Conseil d'État	Fédération de l'Équipement FO (n° 332.493)	336
2011			
05/01/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pôle emploi région Île-de-France et a. <i>c/</i> Comité d'établissement transitoire de Pôle emploi IdF et a. (pourvoi n° 10-21.445)	183
05/01/2011	TGI Bobigny	Téléperformance Centre-Est <i>c/</i> CHSCT de l'établissement de Pantin et a.	613
12/01/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Gangbazo <i>c/</i> Group 4 Sécuritor (pourvoi n° 08-45.280)	214
13/01/2011	C. Cass. (Ch. Civ. 2 ^e)	Société Géodis <i>c/</i> X (pourvoi n° 09-17.496)	534
13/01/2011	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	CGSS de la Réunion <i>c/</i> H. (pourvoi n° 10-10.155)	594
18/01/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Jungheinrich finances holding <i>c/</i> Delimoges et a. (pourvoi n° 09-69.199)	273
18/01/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Air Liquide <i>c/</i> CCE de la Sté Air Liquide (pourvoi n° 10-30.126)	359
18/01/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Bearing Point France <i>c/</i> CGT et UGICT-CGT La Défense (pourvoi n° 09-12.240)	391
18/01/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Cloâtre <i>c/</i> Association An Test Navire Notre-Dame de Rumengol	467
19/01/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Ben Abdellah <i>c/</i> Société Logiss (pourvoi n° 09-43.547)	317
19/01/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Servair <i>c/</i> X (pourvoi n° 09-67.535)	369
19/01/2011	CA Toulouse (Ch. Soc.)	Société d'exploitation des transports Clergue <i>c/</i> Toos	377
19/01/2011	Conseil d'État (7 ^e et 2 ^e sssr)	Société Technique d'environnement et Propreté (req. n° 340-773)	570
20/01/2011	CPH Metz (Référé)	Boyé <i>c/</i> Relais FNAC SAS	400
20/01/2011	TGI Paris	Mondial Assistance France et a. <i>c/</i> CHSCT	612
25/01/2011	Trib. Commerce Paris (1 ^{re} Ch.)	Sécurité générale aéroportuaire (SGA) <i>c/</i> Sécurité transport aviation security	563
27/01/2011	CA Paris (P. 1 Ch. 1)	Société Y. <i>c/</i> H.	326
01/02/2011	C. Cass.	Goodyear Dunlop Tires France <i>c/</i> Cosson et a. (pourvois n° 10-30.045 s.)	584
01/02/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Comité d'entreprise de la société Goss international Montataire <i>c/</i> Goss international Montataire (pourvoi n° 10-30.160)	734
03/02/2011	TGI Toulouse (Référé)	CE de SAV Carrefour Sud-Ouest et a. <i>c/</i> SAS Carrefour hypermarché	349
09/02/2011	TGI Clermont-Ferrand	CHSCT UP Traction Auvergne <i>c/</i> SNCF	614
09/02/2011	Conseil d'État (4 ^e /5 ^e sssr)	N° 329.471	756
15/02/2011	C. Cass. (Ch. Crim.)	Syndicat CFDT commerces et services du Rhône et a. <i>c/</i> Sté Carrefour hypermarchés (pourvoi n° 10-87.019)	385
16/02/2011	Conseil d'État (3 ^e et 8 ^e sssr)	Département de la Seine-Saint-Denis (req. n° 334.779)	393
17/02/2011	C. Cass. (Ch. Civ. 2 ^e)	CPAM du Var <i>c/</i> Société Leroy Merlin (pourvoi n° 10-15.276)	530
17/02/2011	C. Cass. (Ch. Civ. 2 ^e)	Société Carrard <i>c/</i> F. (pourvoi n° 10-14.925)	531
17/02/2011	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	CPAM des Bouches-du-Rhône <i>c/</i> Carrefour hypermarchés (pourvoi n° 10-14.981)	593
18/02/2011	TI Pontoise	SA Société Etablissements Benoist <i>c/</i> M. Ba et a.	623
21/02/2011	CPH Lille (Commerce – Département)	Partenord Habitat <i>c/</i> Union locale CGT de Lille et a.	314
02/03/2011	TGI Paris (Référés)	SNCF <i>c/</i> CCE SNCF et CE Fret SNCF	357
02/03/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	SNJ <i>c/</i> France Télévisions (pourvoi n° 09-60.419)	373
02/03/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	SNJ <i>c/</i> Radio Fance (pourvoi n° 10-60.157)	374

Date	Jurisdiction	Nom des parties	Page
02/03/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Aéropass c/ Fédération FO Transports et logistique (pourvoi n° 10-13.634)	469
02/03/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Néopost France c/ Fabre (pourvoi n° 08-44.977)	587
02/03/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Otsmane c/ Société Angers Habitat (pourvoi n° 09-43.290)	616
02/03/2011	Conseil d'État (1 ^{re} /6 ^e sssr)	SNEFELT n° 313.189	752
09/03/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	CCE de l'UES Norbert Dentressangle Vrac c/ Sté N.D. Silo (pourvoi n° 10-11.581)	478
09/03/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Radio France internationale c/ Menargues (pourvoi n° 09-42.150)	605
09/03/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Affaire Fruprep c/ Barbat et a. (pourvoi n° 10-11.588)	627
10/03/2011	CA Paris (P. 6 – Ch. 8)	D. c/ CRCAM IdF	686
15/03/2011	C. Cass. (Ch. Crim.)	Brieuc de Mordant de Massiac (pourvoi n° 09-88.627)	676
17/03/2011	C. Cass. (Ch. Civ.)	Aventis Pharma c/ Agouridas (pourvoi n° 09-72.784)	465
17/03/2011	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	AJT c/ X (pourvoi n° 10-14.204)	590
23/03/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ Gan assurances (pourvoi n° 09-69.127)	367
29/03/2011	CA Chambéry (Ch. Soc.)	Provincia c/ Simon Chautemps	362
30/03/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Guy Demarle c/ Belloncle (pourvoi n° 09-70.306)	484
07/04/2011	Conseil d'État (4 ^e /5 ^e sssr)	N° 334.211	755
08/04/2011	TI Aulnay-sous-Bois	Brink's Security Services c/ Union locale CGT de Roissy et a.	582
03/05/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Challancin c/ Mensah (pourvoi n° 09-67.464)	606
04/05/2011	Conseil d'État (1 ^{re} e et 6 ^e sssr)	A. c/ CPAM du Loiret (req. n° 341.407)	525
06/05/2011	Conseil constitutionnel	Déc. n° 2011-127 QPC	609
09/05/2011	TGI Anney	Autobar Sud-Est c/ CHSCT Autobar	611
10/05/2011	C. Cass. (Ch. Comm.)	FGCEN-FO c/ FSESN-CGT (pourvoi n° 10-18.173)	644
12/05/2011	CA Paris (Pôle 6 – Ch. 2)	Comité d'entreprise de la société Viveo France c/ SAS Viveo France	540
12/05/2011	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	X c/ CPAM de Longwy (pourvoi n° 10-18.392)	592
17/05/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Lavalade c/ RDTHV (pourvoi n° 09-67.525)	575
17/05/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Chartier c/ Société AB Pose (pourvoi n° 10-12.852)	677
18/05/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Service prestation hygiène c/ STAAAP-UNSA (pourvoi n° 10-21.705)	520
18/05/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	STAAAP-UNSA c/ Aéropass (pourvoi n° 10-60.069)	520
18/05/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	STAAAP-UNSA c/ Swissport services CDG (pourvoi n° 10-60.264)	521
18/05/2011	C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 10-60.300)	Fédération générale des transports CFTC c/ Europe Handling Roissy	521
18/05/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sud industries Rhône-Alpes c/ Renault Trucks (pourvoi n° 10-60.273)	522
18/05/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Brink's c/ Union locale CGT d'Orly (pourvoi n° 10-60.383)	581
18/05/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ Sodexo (pourvoi n° 09-42.741)	597
19/05/2011	CA Paris (P. 6 – Ch. 2)	Comité d'entreprise de la Caisse d'épargne IdF et a. c/ Caisse d'épargne IdF	682
20/05/2011	Conseil d'État (6 ^e /1 ^{re} sssr)	N° 332.451	757
23/05/2011	TI Orléans	TDA Armements c/ CGT-TDA	664
25/05/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Brisard Dampierre c/ Renevret (pourvoi n° 10-12.200)	741
26/05/2011	CA Paris (P. 6 – Ch. 2)	FO Équipement, Environnement, Transports et Services et a. c/ ICTS France et a.	566
31/05/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sud RATP c/ RATP (pourvoi n° 10-14.391)	748
03/06/2011	C. Cass. (Ass. plénière)	CAF de Paris c/ X (pourvoi n° 09-71.352)	746
07/06/2011	TGI Paris	Fédération nationale des Travaux publics c/ Confédération générale du travail	674
08/06/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Goodyear Dunlop Tires France c/ Bruno et a. (pourvois n° 10-30.162 s.)	607
08/06/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Novartis Pharma c/ Mandelbli (pourvoi n° 10-14.725)	618
08/06/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sopafom c/ Knittel (pourvoi n° 10-11.933)	619
08/06/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Dalkia France c/ Vasconcelos (pourvoi n° 09-67.051)	684
15/06/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Yves Saint-Laurent beauté c/ Sasy et a. (pourvoi n° 10-25.282)	622
22/06/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ Ad Majoris (pourvoi n° 10-17.255)	669
27/06/2011	CA Lyon (8 ^e Ch. – Référé)	SNC Samada c/ Aoutagh et a.	628
29/06/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	Dositeo Diaz c/ BT services (pourvoi n° 10-14.067)	670
29/06/2011	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ Société Y (pourvoi n° 09-71.107)	728
05/07/2011	TGI Paris	Syndicat CGT-FO de l'Énergie nucléaire de la Hague et Syndicat des travailleurs CGT de Areva NC La Hague c/ SA Areva NC	633
05/07/2011	CPH Bordeaux (Référé – Département)	Lasserre c/ IFI Peinture	739
07/07/2011	TI Marseille	AMS c/ Union locale CGT des quartiers Nord de Marseille et a.	720
13/07/2011	CPH Grenoble (Référé)	Benayache et a. c/ SAS Feu Vert et a.	690
30/08/2011	TA Strasbourg	N. c/ Université de Strasbourg	671
15/09/2011	CA Paris (Pôle 6 – Ch. 8)	SNRT-CGT France Télévision agissant en substitution de M. Rinauro c/ France Télévision	702
03/10/2011	TI Tours	Société Gemalto SA c/ UD Force Ouvrière d'Indre-et-Loire et syndicat CFDT de la Métallurgie d'Indre-et-Loire	735